8e Année. — N° 125. — Mars 1932.

Prix : 3 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 5)

54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

NOTRE PLAN DE TRAVAIL POUR 1932

C'est notre habitude de fournir à nos abonnés et lecteurs, dans l'un des premiers mois de l'année, l'indication de ce que nous comptons faire au cours de l'année.

Cela est plus utile que jamais, du fait des nouveaux devoirs qui nous incombent.

L'an dernier, à pareille époque, le « Cri du Peuple », récemment fondé, était en plein essor ; le mouvement pour l'unité prenait, avec le Comité des « 22 », un élan nouveau.

La « Révolution Prolétarienne » qui voyait ainsi lever les semences que, depuis six ans, elle semait sans se lasser, se demandait si son rôle n'était pas terminé. Déjà nous avions abandonné la parution bi-mensuelle, et nous annoncions que nous ne donnerions plus désormais que de « grandes études », laissant au « Cri » la charge du combat journalier.

Or, aujourd'hui, le « Cri du Peuple » n'est plus, et le Comité des « 22 » a cessé d'exister. D'autre part, des regroupements se sont effectués : des militants, des syndicats ont quitté, ou sont sur le point de quitter leur ancienne centrale syndicale, pour rejoindre l'autre centrale, ou se réfugier dans l'autonomie.

Deux tâches s'imposent donc à nous.

D'une part, une tâche matérielle. Il nous faut remplacer, autant que possible, l'hebdomadaire « Cri du Peuple ». Pour cela, nous reprendrons dès que nous le pourrons, — peut-être le mois prochain — notre parution bi-mensuelle. Et puis, afin de permettre à ceux de nos camarades pour qui débourser 20 francs d'un coup est une trop grosse chose, nous instituons, dès maintenant, l'abonnement trimestriel, au prix de 10 francs. Gros surcroît de travail pour ceux d'entre nous qui assument bénévolement la besogne de l'administration ; nous espérons qu'on voudra bien alléger leur tâche en renouvelant l'abonnement, si tôt échu, sans attendre l'envoi d'un recouvrement qui est, en outre, excessivement onéreux. Enfin, si, comme nous l'espérons, grâce à cette mesure, le nombre de nos abonnés augmente suffisamment, nous diminuerons le prix de l'abonnement.

Notre seconde tâche est d'ordre moral.

Il nous faut reprendre notre travail d'unité. Il faut, plus que jamais, que nous restions le lien commun entre les syndicalistes révolutionnaires, la maison commune de tous les syndicalistes, à quelque centrale qu'ils appartiennent, qu'ils soient confédérés ou unitaires, ou autonomes.

Depuis que la question s'est posée : rester à la C.G.T.U. ou aller à la C.G.T. — la « R. P. » a ouvert ses colonnes aux représentants des deux opinions. Elle continuera à le faire tant que la question ne paraîtra pas épuisée.

Avec les uns et avec les autres nous poursuivrons donc notre besogne... notre besogne restée la même : aider tous ceux, quels qu'ils soient et à quelqu'organisation qu'ils appartiennent, qui combattent pour l'indépendance du syndicalisme et préparent, par cela même, la réalisation de l'unité syndicale.

« Sortir la C.G.T. de l'ornière de la collaboration gouvernementale », lui redonner le sens de la dignité ouvrière, faire qu'elle cesse d'être une quémandeuse pendue aux sonnettes de la bourgeoisie, pour redevenir la force d'action directe qu'elle fut naguère, lui faire abandonner sa politique de perfectionnement (?) du capitalisme, pour suivre une politique de création et de perfectionnement des valeurs ouvrières — tel est le rôle de ceux d'entre nous qui sont demeurés ou qui viennent d'aller à la C.G.T.

Faire cesser toute subordination de la C.G.T.U. à un parti politique, l'obliger à cesser de considérer le prolétariat comme du « matériel humain » destiné à servir les intérêts d'une bureaucratie, — tel reste le rôle de ceux qui sont restés à la C.G.T.U.

A tous les syndicalistes révolutionnaires, unitaires, confédérés, autonomes, la « Révolution Prolétarienne » reste largement ouverte. Elle demeure leur organe commun.

Elle s'efforcera de mettre en lumière les efforts de chacun ; elle enregistrera les résultats ; elle exposera les opinions, même divergentes.

La « Révolution Prolétarienne » est un morceau d'unité. Depuis longtemps déjà elle est le pont jeté par le syndicalisme révolutionnaire entre les organisations syndicales rivales. Elle le restera.

LE « NOYAU ».

ABONNÉS DU « CRI DU PEUPLE », LISEZ EN DERNIÈRE PAGE L'APPEL QUE NOUS VOUS ADRESSONS !

Notre souscription pour Tom Mooney

Le « Comité des Fondeurs » qui centralise la campagne pour la libération de Mooney et de Billings nous demande de faire appel à la solidarité des travailleurs français. Toute campagne pour la justice, coûte cher, — surtout en Amérique. Il faut de l'argent.

Envoyez-nous donc votre obole, camarades, que nous ferons parvenir aussitôt au Comité des Fondeurs, — témoignage d'un internationalisme agissant, témoignage de notre solidarité envers un militant syndical, frappé A CAUSE DE SON ACTION SYNDICALE.

SECONDE LISTE :

Ménard, 10 ; Franssen, 10 ; Van Zurk, 20 ; Delsol, 20 ; Henriette Vilain, 20 ; Castex, 20 ; Mlle Jouveshomme, 20 ; Lucien Hérard, 10 ; Madeleine Perrin, 100 ; Mme Lemoine, 10 ; Hamon, 5 ; Garnery Georges, 20 ; Garnery Auguste, 20 fr. Total : 285 francs.

Total général : 725 francs.

encore profondément imprégnée des vices de l'ancien régime, si elle est infiniment plus une espérance qu'une réalité, mais qu'importe ! il a suffi qu'elle ait renversé l'antique tyrannie, qu'elle ait ouvert des fenêtres sur un avenir qui apparaît comme pouvant être différent de la servitude du passé, pour que la transformation s'accomplisse, pour que le couard devienne plein de courage, et que le fuyard professionnel se mue en un soldat qui refuse l'ordre de retraite.

L'Est Chinois à la disposition de l'armée japonaise.

Lorsque les Japonais commencèrent à envahir la Mandchourie du Nord, il y eut des armées chinoises qui résistèrent. A celles-ci, l'usage du chemin de fer de l'Est-Chinois aurait pu être utile. En conséquence, l'U.R.S.S., maîtresse en fait de ce chemin de fer, en interdit l'usage aux armées, pour raison de « neutralité ». Mais, par contre, dès que les armées chinoises eurent été mises hors de combat, et que le chemin de fer ne pouvait plus être utile qu'aux seules troupes japonaises, Staline s'empressa de mettre le réseau à la disposition de l'armée japonaise !

L'opération se fit en deux temps.

On sait que le réseau de l'Est-Chinois comprend, d'une part, une ligne est-ouest, aboutissant des deux côtés aux frontières soviétiques, et d'autre part un embranchement nord-sud, réunissant le milieu de la ligne est-ouest à la ligne japonaise du sud-mandchourien.

Les Japonais demandèrent d'abord l'usage de cet embranchement ; il leur fut accordé sans difficultés. Lorsqu'ils demandèrent ensuite de transporter leurs troupes par la ligne principale, Staline refusa d'abord, parce que, déclara-t-il ouvertement, « cette demande ne pouvait être considérée comme celles qui ont été faites pour les transports de troupes qui ont eu lieu jusqu'ici, car il s'agit maintenant de transférer des troupes aux frontières soviétiques » (dépêche officieuse de Moscou du 26 février) ; mais le Japon ayant assuré qu'il n'en voulait pas à l'U.R.S.S., deux jours plus tard, Staline fit accorder l'autorisation, à cause de « l'assurance donnée par le gouvernement japonais que les droits et les intérêts de l'U.R.S.S. sur la ligne de l'Est-Chinois ne seront aucunement violés par les autorités japonaises » (dépêche officieuse de Moscou du 28 février).

Un pays capitaliste n'aurait pas autrement parlé ! La Chine, on s'en fout ! Allez, japonais, asservissez et opprimez tant que vous voudrez le paysan de Mandchourie. Cela ne regarde pas les successeurs de Lénine ! La seule chose qui leur importe ce sont leurs « droits » et leurs « intérêts » ! Qu'importe l'oppression d'un peuple, pourvu qu'on ne touche pas aux bénéfices de la concession !

C'est du parfait impérialisme. Mais comment, après cela, peut-on encore oser parler de l'alliance avec les peuples opprimés, et comment Trotsky lui-même, pourra-t-il continuer à prétendre que l'occupation par l'U.R.S.S. de l'Est-Chinois a pour but de défendre la Chine contre l'impérialisme du Japon ?

Pas de salut en dehors d'une action syndicale internationale.

Les mineurs du bassin houiller de Dombrowa, en Pologne, sont partis en grève contre la menace d'une diminution de salaires. Les mineurs hollandais ont subi récemment une diminution de leurs salaires de 10 %. Et les compagnies minières françaises, arguant que ce sont elles qui ont diminué le moins, sont en train de préparer le terrain pour une nouvelle diminution.

Il est exact que, dans les autres pays, on a baissé les salaires, et que si un pays ne diminuait pas les siens, il ne pourrait pas toujours abaisser ses prix suffisamment pour soutenir la concurrence, d'où : chômage.

Il est exact que si un pays se protège contre la concurrence des charbons étrangers au moyen de droits de douanes ou de contingentements, l'industrie de ce pays payant son charbon plus cher que les industries étrangères ne pourra soutenir leur concurrence, d'où chômage dans ces industries, et, par répercussion, dans les mines aussi.

Alors, quelle solution ? — Elle s'indique d'elle-même. La condition nécessaire et suffisante pour qu'il n'y ait pas de baisse du salaire des mineurs, c'est qu'il n'y en ait nulle part, *pas plus en Allemagne, en Angleterre, en Belgique ou en Pologne qu'en France. Or, cela ne peut s'obtenir que par une entente et une lutte* internationales *des mineurs. Il n'est point d'autre moyen, pour les mineurs, de s'opposer victorieusement à la réduction de leurs salaires, que de constituer une forte, réelle et étroite fédération internationale, qui ne se contenterait pas de tenir des congrès et de faire des rapports, mais* organiserait la lutte internationalement.

Avec l'interdépendance mondiale actuelle des différentes économies, une organisation internationale de la lutte syndicale est absolument urgente, car ce qui est vrai pour les mineurs, l'est également, bien entendu, pour la plupart des autres corporations. Hors d'une internationalisation de leurs luttes, il n'est, pour les grandes corporations, ni remède, ni salut ! Ce n'est pas l'internationalisation du capitalisme qui peut sauver la classe ouvrière, tout au contraire ! Ce qui peut la sauver, ce qui seul peut la sauver, c'est sa propre internationalisation, c'est que son internationalisme cesse d'être formule pour devenir réalité.

LES FAITS DU MOIS

Briand « le Pacifiste » n'a pas cessé de faire la guerre.

Toute l'hypocrisie du pacifisme bourgeois éclate dans ce fait : pendant que Briand discourait sur la paix, il faisait la guerre. Au moment précis où, à Genève, il déclarait, les larmes dans la voix, que « tant qu'il serait là, il n'y aurait pas de guerre », il poursuivait, par le fer et le sang, la plus ignoble des guerres, une guerre de conquête : la guerre du Maroc.

Le Maroc, pays de protectorat, dépend exclusivement du ministère des affaires étrangères ; le résident général du Maroc est le subordonné direct du ministre des Affaires Etrangères. Or, jamais, sauf dans les tout premiers débuts de cette guerre, qui dure depuis vingt ans, les opérations militaires n'ont été menées sur une aussi large échelle que durant les dernières années où Briand a été ministre des Affaires Etrangères. Opérations qui n'étaient même point défensives, mais purement offensives, *ayant pour but d'occuper, c'est-à-dire conquérir, des régions du Maroc jusque là restées indépendantes. Pendant ces deux dernières années il ne s'est guère passé de mois sans qu'un communiqué officiel n'annonce un nouveau combat, une nouvelle avance de « nos troupes », l'occupation d'une nouvelle région. Plus Briand accentuait son « pacifisme », et plus il poussait la guerre. L'occupation du Tafilalet, devant laquelle Lyautey lui-même avait reculé, fut le digne couronnement de cette œuvre essentiellement « pacifique ».*

Pas une voix ne s'est élevée contre la continuation de la guerre du Maroc ! Pas un « pacifiste » n'a protesté contre la guerre faite, au Maroc, par Briand « le Pacifique » ! On voit ainsi ce que signifie réellement le pacifisme bourgeois. Il signifie lâcheté. *Ce n'est point contre la guerre, ce n'est point contre le fait de tuer que s'élèvent nos pacifistes, mais seulement contre la guerre* à armes égales, *contre le fait de tuer en risquant soi-même d'être tué !*

La seule guerre dont ils ne veulent pas, c'est celle où ils risqueraient leur peau, celle où l'adversaire disposerait, tout comme eux, de canons, d'avions et de gaz asphyxiants. Mais une guerre où l'on va à coup sûr, une guerre comme celle contre les tribus de l'Atlas, où hommes, femmes et enfants, tombent, par milliers, chez l' « ennemi », tandis que, chez soi, on ne compte les morts que par unités et les blessés par dizaines à peine, une guerre pareille n'est pas la guerre, c'est la paix !

La peur de la guerre a, en plus, chez notre bourgeoisie française, un autre motif. La bourgeoisie française veut la paix « dans le respect des traités », comme elle dit. Ce qui veut dire qu'elle a peur que la guerre lui enlève ce que la guerre lui a donné. Elle est comme ces enfants qui, au beau milieu du jeu, crient : pouce ! voulant que le jeu s'arrête, dès qu'ils ont gagné.

Briand « le Renégat », Briand « l'Aventurier », Briand, type même du politicien sans principes, était exactement l'homme qu'il fallait pour représenter ce pacifisme bourgeois sans principes, ce pacifisme de la peur.

Woosung et Valmy.

Les bourgeois n'en sont pas encore revenus : les Chinois ont osé se défendre ! Pour la première fois dans l'histoire contemporaine, des soldats chinois ont fait preuve de courage ! Au lieu de se débander sous les premiers coups de feu des armes perfectionnées de la « civilisation », ils ont tenu. Malgré l'infériorité de leur armement, ils ont, durant 34 jours, empêché les Japonais d'avancer, et, au bout de ces 34 jours, certaine brigade a même eu l'insolence de refuser de battre en retraite, préférant se faire tuer jusqu'au dernier homme, plutôt que de rendre les forts qu'elle occupait.

Fait considérable qui modifie profondément les données de la question d'Extrême-Orient.

Fait qui montre aussi combien les qualités ou défauts d'une « race », ne sont pas du tout liés à la race, mais dépendent exclusivement des conditions dans lesquelles, à un moment donné, un peuple se trouve.

S'il était une chose bien établie, hors de toute contestation possible, c'était que le chinois n'était pas « soldat ». Or, il vient de se battre à l'égal des plus vaillants. Une telle transformation ne peut s'expliquer que par la transformation subie par la mentalité chinoise depuis que la Chine a rejeté le joug de l'Empereur, et que, si imparfaite soit-elle, sa révolution nationale lui a donné, si maigrement que ce soit, l'espoir de la liberté et de l'indépendance. C'est un fait que lorsque les hommes entrevoient le moindre rayon de liberté, lorsqu'ils aperçoivent, à tort ou à raison, une possibilité de se développer librement, ils sont prêts à défendre cet espoir, à sauvegarder cette possibilité jusqu'à la mort.

C'est la liberté entrevue qui fit le miracle de Marathon ; c'est elle qui fit le miracle de Valmy ; c'est elle qui a permis la défense de Chapei et de Woosung.

Dieu sait si la république du Kuomintang est

LE NOUVEAU CRIME DE LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE

Les 123 déportés du "Buenos-Ayres"

Le 10 février 32, le paquebot « Buenos-Ayres » a quitté le port de Barcelone, emportant 108 déportés, des ouvriers déportés sans jugement, frappés par mesure discrétionnaire du ministre de l'Intérieur, en vertu de la loi dite de « défense de la République ».

La République espagnole est donc maintenant définitivement entrée dans la voie du fascisme italien et du guépéou russe ; elle applique le système de la « lettre de cachet ». Louis XIV envoyait ses ennemis à la Bastille, par lettre de cachet, sans jugement ; Mussolini déporte, sans jugement, les antifascistes, aux îles de Ponza et d'Ustica ; Staline envoie, par ordre du Guépéou, les fidèles de la Révolution, aux îles Solovski ou dans l'Extrême-Sibérie ; Quiroga, le « démocrate », ministre de l'Intérieur de la « république » espagnole, vient pareillement, de diriger vers les côtes de la Guinée, l'un des pays les plus malsains du monde, un premier convoi d'ouvriers syndicalistes, anarchistes et oppositionnels et cela sans aucune espèce de jugement, sans qu'aucun déporté ait passé devant aucun tribunal !

Ce premier groupe de déportés fut complété, en cours de route, à Cadix, par un second convoi, en provenance de Valence et de Séville, ce qui porta le nombre total des victimes du bon plaisir de Quiroga à 123.

Pire que Primo de Rivera !

Il importe d'abord de signaler qu'en fixant la Guinée comme lieu de déportation, le gouvernement républicain a violé cyniquement la Constitution qui vient à peine d'être votée, car un article de cette Constitution stipule qu'un espagnol ne pourra jamais être banni à plus de 250 kilomètres de son domicile et la Guinée est à 8.000 kilomètres de Barcelone !

Bien plus, les « démocrates » castillans ont dépassé en cruauté Primo de Rivera lui-même, car celui-ci ne déportait guère qu'aux îles Canaries, qui sont un véritable paradis en comparaison de la Guinée, où les exilés, dispersés par groupes de dix, seront livrés aux fièvres, condamnés aux affres de la solitude, totalement isolés du monde civilisé.

Qui a-t-on déporté ?

Parmi les déportés il faut distinguer deux groupes.

Les uns sont des mineurs catalans, exaspérés par le régime de brutalité qu'ils devaient subir dans les mines de Figols où la vie, suivant l'expression même d'un député bourgeois catalan, était pire que dans les bagnes français. Beaucoup d'entre ceux-là n'ont pas participé au dernier mouvement. Leur crime est simplement d'avoir appartenu à la population des villages soulevés, dans laquelle,pour l'exemple, on a tapé au hasard !

Les autres sont des militants connus, de la Confédération Nationale du Travail et de la Fédération anarchiste (Ascaso, Durutti, Cano Ruiz, Progresso), *qui n'étaient point dans les pays soulevés.* C'est à Barcelone même que ceux-ci ont été arrêtés; la plupart le furent alors qu'ils étaient paisiblement assis à la terrasse d'un café de Barcelone notoirement connu comme fréquenté par les militants. Le gouvernement a été dans l'impossibilité d'établir qu'il a existé un lien entre eux et les insurgés du Llobregat Leur seul crime est d'avoir été des propagandistes, des agitateurs, des journalistes ouvriers. A l'exception cependant de Domingo Ascaso qui fut déporté, lui, simplement parce qu'il était le frère de Francisco Ascaso.

Voilà pourquoi il n'y a pas eu de procès ! La déportation sans jugement a permis au gouvernement, de déporter, sous le prétexte du mouvement du Llobregat, tous ceux dont il voulait, pour une raison quelconque, se débarrasser.

La férocité démocratique

Le régime auquel on soumit les déportés à fond de cale du « Buenos-Ayres »fut, dès le début, de la plus féroce cruauté, pire que celui, tristement célèbre des « pontons » de la Commune. Parqués dans les coins les plus froids et les plus humides de la cale, il fut interdit aux déportés, sous menace de mort, d'approcher de l'unique carré de soleil que laissait pénétrer une écoutille. Transis, la nuit, par le froid et l'humidité, grelottant sous les minces linceuls distribués en guise de couverture, envahis par la vermine, car il était interdit aux familles d'apporter du linge propre, les déportés, de désespoir, recoururent à la grève de la faim, posant ces revendications élémentaires : des couvertures pour la nuit, une heure d'air frais sur le pont, la permission d'écrire à leurs parents et de recevoir du linge de rechange.

Pour toute réponse, le capitaine du bateau vint les avertir qu'au moindre geste de rébellion, il ferait lancer dans la cale des jets de vapeur à haute pression. Une équipe de « gardes d'assaut » vint ensuite enlever et enfermer séparément Ascaso, Durutti et quelques-uns de leurs amis les plus proches.

Contrairement aux démentis du ministre de l'Intérieur, les parents des déportés ont pu établir avec certitude que quand le « Buenos-Aires » est parti, il renfermait déjà 60 malades.

L'appel de la C.N.T.

Alors que le bagne flottant était encore ancré dans le port de Barcelone, la C.N.T. commença un mouvement de protestation. Elle lança au prolétariat un appel qui, par sa dignité et sa clarté, mérite d'être reproduit intégralement :

Contre un mensonge

Nous ne prétendons pas émettre aujourd'hui un jugement sur le soi-disant mouvement révolutionnaire qui a tant ému, pendant quinze jours, l'opinion publique. Nous sommes trop près des événements et nous manquons des informations nécessaires. Mais si ce n'est que plus tard que nous prendrons la résolution qui exprimera l'opinion du comité confédéral et celui de l'organisation toute entière, nous avons dès aujourd'hui le devoir de nous

dresser contre des affirmations fausses qui sont de nature à ébranler le crédit de notre Confédération.

Profitant de l'un de ces moments d'anxiété où le public est prêt à accepter les nouvelles les plus extravagantes, on a prétendu que ce mouvement — dont les premières étincelles se produisirent dans le Levant, pour gagner ensuite le bassin du Haut Llobregat et de Cardona en Catalogne et produire des flammes dans l'Aragon, l'Andalousie et, de nouveau, dans le Levant — était payé par l'or étranger et dirigé par un expert révolutionnaire habitant en dehors de nos frontières.

Cette infamie n'a pas été la seule. Avec une audace et un cynisme effrayants, on osa prétendre qu'il fallait chercher la trame de ces mouvements dans les lieux où nos réactionnaires de la dernière cuvée forgent des mouvements dans le genre de celui qu'ils ont tenté à Bilbao.

Nous ne prétendons pas, nous le répétons, jugé l'attitude de ceux qui ont lancé les derniers mouvements insurrectionnels, mais nous accomplissons le devoir le plus élémentaire de loyauté envers ceux qui sont tombés, en protestant contre de telles infamies.

La véritable signification du mouvement

Les travailleurs qui, dans le Levant, en Catalogne, dans l'Aragon et en Andalousie, ont tout risqué pour une révolution que leur enthousiasme crut pouvoir rendre victorieuse, n'ont reçu de l'argent de personne ; ils n'ont conclu aucun pacte avec aucune droite, dans aucune region; ils n'ont accepté ni chefs de l'étranger, ni d'ailleurs, n'obéissant qu'à leur impulsion personnelle. Ils ont agi uniquement selon ce que leur dictait leur conscience.

Il se peut que certaines gens aient exploité ou exploitent ce mouvement ; les pêcheurs en eau trouble n'ont jamais manqué. Mais s'il y en eut, ou s'il y en a, ils ne se trouvent pas parmi les insurgés, ils n'ont pas partagé avec eux les heures, joyeuses puis amères, du soulèvement.

Le gouvernement dit peut-être vrai quand il affirme qu'il y eut des éléments étrangers qui poussèrent les travailleurs à prendre les armes. Nous affirmons même avec le gouvernement qu'il y en eut, mais c'est sur la nature de ceux-ci que nous ne sommes pas d'accord avec lui.

Ce qu'oublie le gouvernement

Quand il parle ainsi, le gouvernement oublie que dix mois après l'avènement de la République, les problèmes qui contribuèrent à la chute de la monarchie, et que, logiquement, la République avait pour premier devoir de résoudre, n'ont pas été résolus, qu'ils demeurent aussi aigüs qu'autrefois. Et même beaucoup plus aigüs qu'autrefois.

Il y avait un problème du chômage ; il y avait un problème du manque de liberté ; il y avait un problème de violation constante par les patrons des conventions conclues avec les syndicats ouvriers ; il y avait un problème de violation constante des règles de la justice en faveur toujours de ceux qui ont de l'influence et de l'argent ; il y avait un problème du « caciquisme » (1) ; il y avait un problème de la terre ; il y avait... Mais à quoi bon énumérer ces manifestations de l'arbitraire du passé, alors qu'il n'y a qu'à regarder le présent pour les retrouver toutes.

Ces problèmes qui, hier, étaient aigüs, cet arbitraire du pouvoir, non seulement subsistent, mais ils se sont depuis l'avènement de la République considérablement encore aggravés. Certaines questions, comme celle du chômage et des agressions du Pouvoir contre la classe ouvrière organisée, se sont agrgavées dans des proportions défiant toute comparaison.

Mais, s'il en est ainsi — et personne ne peut prétendre qu'il n'en est pas ainsi — pourquoi le gouvernement parle-t-il d'agents provocateurs, d'éléments étrangers, d'or étranger, de conspirateurs vivant hors des frontières.

L' « or » corrupteur est simplement l'arbitraire et l'injustice. Le conspirateur le plus tenace, le plus invincible, est la faim. Le conseiller qui lance le plus facilement les hommes dans la rue, prêts à tuer et à mourir, prêts à s'entre-détruire comme des fauves, c'est la misère.

L' « or » corrupteur qui arrache l'homme le plus tranquille à l'amour et à l'affection des siens pour le mener à la bataille, c'est l'injustice et l'arbitraire.

Contre ces maux, rien, absolument rien n'a été fait par les gouvernements que la République a eu jusqu'ici. Le premier ministère ne pouvait rien faire parce qu'il était provisoire et hétérogène ; le second ne fait rien parce qu'il est homogène, et qu'ayant une Constitution en main, il croit que tout est fini et qu'il n'y a plus rien à faire. Alors la conséquence s'en suit logiquement ; le peuple est convaincu qu'il n'aura pas la justice et le respect de ses droits tant qu'il ne les imposera pas. Il est arrivé à cette conclusion qu'il ne peut avoir confiance qu'en lui-même et en ses propres forces.

Et c'est cela, Messieurs Azana et Quiroga, qui lance les hommes dans la rue et les oblige à entreprendre des actions comme celles que vous avez ordonné de « dominer et de décapiter en quinze minutes ».

Il n'y a donc pas eu, messieurs du gouvernement, d'autres agents provocateurs dans les mouvements de Valence, de Catalogne, d'Aragon et d'Andalousie, que les conditions terribles dans lesquelles vit le travailleur et que la République n'a ni su, ni voulu améliorer.

On ne peut condamner personne sans procès

Vous prétendez étouffer cette protestation par la force des baïonnettes et la déportation, l'exil et l'emprisonnement de travailleurs qualifiés d' « extrémistes », contre lesquels, dans leur grande majorité, vous n'avez pu relever aucun délit.

Cela n'est ni logique ni juste. On ne peut et on ne doit pas condamner sans garanties. On ne peut et on ne doit pas déporter ou bannir un homme sans la garantie d'un jugement et d'un tribunal — bien que ceux-ci puissent être le produit de la ruse et du mensonge. On ne peut proclamer un homme hors la loi, le priver de tout droit sans que les autorités qui l'accusent démontrent d'abord la véracité de leurs accusations. Dans le cas contraire, ces autorités, surtout si elles parlent au nom d'une démocratie, font de leur propre loi et de la démocratie un chiffon immonde. Non ! au nom d'aucun principe ces choses en plein XXe siècle ne peuvent être faites : on ne peut pratiquer un arbitraire aussi scandaleux !

Voilà pourquoi nous protestons ! Certains d'être entendus, nous invitons tous les travailleurs à protester.

Prouvons qu'il existe encore dans ce malheureux pays des gens qui ne se taisent pas devant l'injustice !

Travailleurs ! Protestez contre la monstruosité des déportations auxquelles on veut soumettre nos frères, détenus dans le bateau Buenos-Aires, *ancré dans le port de Barcelone !*

La Confédération Nationale du Travail.
Barcelone, le 4 février 1932.

Seuls les socialistes approuvent, sans réserve, les déportations

Les députés fédéralistes, Balboutin, Sediles, Franco Barriobero et autres, déposèrent un projet de résolution demandant au gouvernement de renoncer aux déportations et de faire examiner le cas des hommes arrêtés, cas par cas, par les tribunaux réguliers.

Ils firent remarquer que les délits qu'on reprochait à ceux qu'on allait déporter étaient prévus par le Code Pénal, qu'il n'y avait donc aucune raison pour ne point leur faire de procès réguliers. Ils firent observer que la déportation avait été décidée, en se ba-

(1) Le « cacique » en Espagne est un peu l'équivalent du « koulak » russe. C'est le personnage aisé du village, qui, étant en même temps le grand électeur, dispose du pouvoir politique comme de la puissance économique.

sant sur des rapports de policiers, *qui, tous, ont fait partie de la police monarchiste.* Ils rappelèrent que les officiers de la garde civile accusés du massacre des ouvriers socialistes d'Arnedo sont simplement l'objet d'une enquête, mais qu'ils ont été laissés en liberté et qu'il n'a jamais été question de leur appliquer la loi sur la défense de la République. Ils en appelèrent aux députés socialistes, leur rappelant la solidarité qu'ils avaient montré à leur égard dans l'affaire des assassins d'Arnedo et ils leur demandèrent de faire honneur à leur passé en s'élevant contre des déportations sans jugement. Ils n'eurent pour toute réponse que quolibets et insultes.

Le ministre de l'Intérieur répondit en substance que les déportations étaient indispensables au salut de la République et qu'il posait sur ce point la question de confiance. Les Cortès repoussèrent la proposition des fédéralistes par 157 voix contre 14.

Les radicaux partisans de Lerroux et les droites, se retirèrent au moment du vote ; la gauche catalane en fit de même. En ce qui concerne cette dernière, son abstention fut la suite d'une décision récente de la Esquerra catalaniste, félicitant le gouvernement pour la répression du Llobregat, mais s'adressant à sa clémence pour que soit fixé un lieu de déportation moins meurtrier que la Guinée.

Seuls deux groupes parlementaires importants votèrent en faveur des déportations : les radicaux-socialistes et les socialistes. Cependant un orateur radical-socialiste, Gomariz, intervint au cours des débats pour demander, lui aussi, le recours aux tribunaux réguliers. Il avait précisé qu'il ne parlait qu'en son nom personnel, son parti cependant approuva le fond de son discours, mais, étant donné que la question de confiance était posée, il vota pour le gouvernement.

Seuls les députés socialistes ne prononcèrent aucun discours, ne formulèrent aucune réserve ; ils votèrent, unanimement pour les déportations sans jugement, pour les procédés dictatoriaux, pour la manière Mussolini-Staline.

La protestation prolétarienne

Comme on le voit par cette interpellation, il y a encore, à défaut des socialistes, quelques milieux intellectuels et petit-bourgeois pour qui la démocratie reste autre chose qu'un attrape-nigauds. De même le gouvernement a reçu des télégrammes de protestation de la Jeunesse républicaine radicale-socialiste de Madrid, des républicains et radicaux de Santiago de Compostelle, de la Jeunesse républicaine de Graus, des républicains et radicaux de Cadix, des autonomistes galiciens d'Orensa, etc...

Mais la protestation la plus sérieuse fut faite naturellement par le prolétariat. Il y eut d'abord une quantité de meetings et d'assemblées syndicales dans lesquelles les travailleurs s'élevèrent contre le retour à la justice moyenâgeuse du bon plaisir.

Puis il y eut des grèves de protestation. Celles-ci furent d'abord spontanées. Le prolétariat de Grenade, de Valence et, principalement, des cités ouvrières du Maroc espagnol, Ceuta et Melilla, refusa de produire puisque l'on déportait ses frères. La C. N. T. coordona alors ces protestations en un mouvement d'ensemble. Force lui fut de recourir, pour la préparation de ce mouvement, à la propagation de tracts clandestins. Car si l'Espagne « démocratique », objet d'admiration des Renaudel, « ne connaît pas la censure préalable », comme a osé le déclarer solennellement le ministre Quiroga, aucun journal ouvrier n'avait pu sortir depuis trois semaines ; *Solidaredad Obrera, Tierra y Libertad, El Luchador, Mundo Obrero* ont vu ou bien leurs imprimeries fermées, ou leurs numéros saisis avant d'avoir franchi le seuil.

Malgré l'absence de la presse ouvrière, le mot d'ordre de grève pour le lundi 15 février, grâce aux tracts clandestins, fraya sa voie. La C. N. T. envisageait ce mouvement de 24 heures comme un premier avertissement, inaugurant une vaste campagne de résistance.

La grève fut un grand succès dans plusieurs régions de la péninsule. Elle ne toucha point cependant Bilbao où les ouvriers de l'Union Générale des Travailleurs n'ont pas encore compris le danger que représente, pour eux-mêmes, le principe des déportations sans jugement.

A Barcelone la classe ouvrière est un peu fatiguée par les luttes innombrables qu'elle soutient depuis des mois. Cela explique, en partie, que la grève n'y a pas eu le caractère d'unanimité que revêtent généralement les protestations de ce genre. D'autre part, le gouverneur Moles avait agi avec la dernière rigueur : non seulement il avait installé, dans les rues, des gardes de sécurité, armés de mousquetons, mais, se basant sur la loi de défense de la République, il ferma tous les locaux syndicaux, procédé appliqué pour la première fois depuis l'avènement de la République ; il infligea des amendes aux patrons qui ne tenaient point sous pression les chaudières de leurs usines, et fit opérer des arrestations en masse. Néanmoins les grandes usines, comme celle d'Hispano-Suiza, de grands chantiers comme celui de la Banque d'Espagne, durent arrêter tout travail ; les faubourgs industriels de Clot, San Andres, Sans, furent paralysés.

A Tarrassa, une action qui eut un caractère différent d'une simple grève de protestation, mit pour quelques heures la mairie aux mains d'un groupe d'insurgés. Ce geste, purement démonstratif, qui consista à arborer un drapeau rouge et noir, va livrer à la justice militaire plusieurs dizaines d'ouvriers.

Par contre, à Séville, Cadix, Le Ferrol, Huelva et surtout à Saragosse, l'arrêt du travail fut total. Les gouverneurs de province eurent beau fermer tous les syndicats de Séville et de Saragosse, le mouvement y fut superbe, ainsi qu'en Catalogne, autour de Barcelone. A Saragosse, le prolétariat se défendit dans la rue et, à cause de l'éternelle disproportion des armements, y perdit trois tués, tandis qu'il blessait cinq gardes civils.

Résultats

Le gouvernement a fait quelques légères concessions. L'un des déportés, âgé de moins de 20 ans, a été débarqué à Cadix. Quiroga a déclaré que les déportations se faisant pour un temps illimité, elles pourraient être suspendues demain aussi bien qu'un autre jour. Les prisonniers de Tarrassa auront la « garantie » d'un Conseil de guerre et disposeront d'avocats. (A signaler ce nouvel acte d'illégalité livrant à la justice militaire les habitants d'une région qui n'était pas en état de siège). Les détenus de Saragosse passeront, eux, devant les tribunaux ordinaires. Mais le résultat le plus important est que

l'opinion publique, en Espagne, est maintenant saisie de la question.

Il appartient aux ouvriers de France, d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, d'Hollande... de reprendre cette question dans le domaine international. Par la voie de meetings, de tracts et d'affiches, il importe de clamer la vérité sur les déportations républicaines opérées sans jugement.

Les socialistes de gauche, comme Rosenfeld et Zyromski, n'ont pas répondu à l'appel que leur lança l'un des leurs, Georges Dumoulin, dans le « Cri du Peuple », leur demandant de protester contre la loi de défense. Mais les ouvriers socialistes de la base demeureront-ils impassibles en présence de convois entiers de travailleurs déportés en Afrique, sous l'Equateur, sans avoir même eu la possibilité de s'expliquer et de se défendre ? Leur action pourrait être décisive.

L. NICOLAS.

P.S. — Au moment où nous mettons sous presse, il ne nous a pas encore été possible d'avoir confirmation du bruit selon lequel la Guinée serait remplacée par un autre lieu de déportation.

Tout ce que nous pouvons affirmer c'est qu'en rade de Dakar, deux détenus, Dominguez et Pascual, purent, au risque d'être dévorés par les requins, s'échapper à la nage, et gagner une grue flottante où les nègres les cachèrent, donnant ainsi aux socialistes « conscients » d'Europe qui les ont fait ou laissé déporter, une magnifique leçon de solidarité prolétarienne et d'humanité.

Protestations contre la loi scélérate

Dans la *Bataille Socialiste* de février, Amédée Dunois consacre un article à cette queston : *Où va la Révolution espagnole ?*; il y écrit :

Admettons qu'il faille ouvrir, dans le bilan du régime, un poste : Accidents, cas fortuits, *pour y inscrire les fusillades d'ouvriers, les hauts faits de la garde civile...*

Y inscrirons-nous aussi la Loi sur la défense de la République ?

Elle n'a rien à voir, cette loi, avec la garde civile et ses énervements meurtriers... Elle est l'œuvre des Cortès constituantes, et la gauche l'a votée, y compris les socialistes.

Ils l'ont votée, disent-ils, contre les dangers de droite et pour en finir avec la réaction. Oui, mais comment se fait-il qu'elle puisse tout aussi bien s'appliquer à la gauche ? Son application, si elle est appliquée dans sa lettre, aura pour effet de briser le mouvement ouvrier plus sûrement encore que la réaction. Celle-ci est trop souvent insaisissable, tandis que l'autre combat à visage découvert.

Dans l'*Ardèche socialiste*, organe officiel de la Fédération socialiste de l'Ardèche, E. Reynaud se demande : *L'Espagne s'achemine-t-elle vers la Contre-Révolution ?*

Il analyse la « loi de défense de la République » et conclut :

C'est donc la suppression des libertés et des droits essentiels de la démocratie, c'est la dictature permanente, la loi étant incorporée à la Constitution... A notre tour, nous nous devions d'élever notre protestation indignée contre pareille violation des droits les plus élémentaires de toute démocratie.

D'autre part, le *Comité International de Défense Anarchiste*, en Belgique, a édicté des tracts contre la déportation des 123, et lance des listes de protestation.

Où déportait Primo de Rivera

Dès le commencement de mars s'ouvre aux Canaries un printemps qui peut passer pour le plus délicieux du monde. Les autres saisons sont également assez agréables. Cependant une partie de l'été et le commencement de l'automne sont très chauds.

Vivien de Saint-Martin.

(*Dictionnaire de géographie*).

Où déporte la République Espagnole

Il n'est pas en Gabonie (1) un seul blanc qui échappe complètement à la fièvre ou aux ulcères aux jambes. Souvent les deux maladies alternent. Chez quelques européens, les jambes, rongées par les plaies, deviennent, par plaques, aussi noires que celles des nègres.

Elisée Reclus.

(*Géographie universelle*).

(1) La Gabonie est la région à laquelle appartient la Guinée espagnole.

L'activité sociale de l'Eglise

L'Ordre de "Jésus-Ouvrier"

La presse catholique est nombreuse et diverse. Il nous est difficile de la connaître en totalité.

Nous voyons à l'œuvre les aboyeurs du forum : la presse cléricale politique, Croix, Pélerin, etc... ; nous recevons parfois aussi, par suite d'erreurs comiques, des « bulletins paroissiaux », qui paraissent fort nombreux, et servent de liens entre les membres d'une même paroisse ou d'une même œuvre. Nous savons aussi que la presse catholique **professionnelle** est active et développée. C'est, dans l'enseignement, le « Bulletin des Davidées », le « Bulletin J. Lhotte » et quelques autres, qui nous permettent de nous rendre compte de ce que peut être, dans son ensemble, cette presse professionnelle. Car il existe des syndicats chrétiens, ou associations similaires, non seulement dans l'enseignement, mais dans le vêtement, chez les cheminots, dans les administrations, et ailleurs encore sans doute.

Enfin, la « Documentation catholique » est, comme son nom l'indique, un organe de documentation pour les catholiques. Il les documente sur la vie religieuse, mais aussi sur la vie sociale et économique. Cette revue est très bien faite, et précieuse pour les renseignements qu'on y trouve.

Il faut choisir dans l'abondante gerbe. Que de choses importantes nous y pouvons glaner !

Une nouvelle congrégation

Voici par exemple un numéro, celui du 23 janvier, qui nous renseigne sur ce qu'est « l'apostolat ouvrier ».

L'œuvre de « Jésus-ouvrier » fut fondée en 1916

par l'abbé Schuh, à Genève ; elle passa, en 1928, aux mains des frères dominicains. Ses statuts viennent d'être revisés et approuvés par le pape.

L'œuvre s'adresse exclusivement au monde du travail. Ses membres doivent avoir une connaissance approfondie de la doctrine sociale de l'Eglise et de sa réalisation pratique dans les organisations professionnelles chrétiennes et plus particulièrement en ce qui concerne les questions suivantes :

la sanctification du travail et du repos, la justice et la charité envers les ouvriers et *leurs devoirs à l'égard des patrons* (1), la conception chrétienne qu'ils doivent avoir de leurs fatigues et de leurs *sacrifices* pour pouvoir réclamer *chrétiennement* le respect de leurs droits, la conviction que *la pacification et la coopération entre les classes* est l'unique moyen de résoudre la question ouvrière.

Pour arriver à ces buts, on formera un corps de militants. Ce sera l' « Ordre de Jésus-Ouvrier ».

L'apôtre de Jésus-Ouvrier devra continuer à gagner sa vie. Son ambition sera d'offrir l'exemple de l'ouvrier, de l'employé parfait, *laborieux, économe, prévoyant.*

Ni le costume, ni la vie commune, ni l'obéissance ne devront être tels qu'ils puissent l'empêcher de rester ou de devenir un militant écouté dans toutes les œuvres sociales approuvées. Il ne s'agit pas de se substituer à quoi que ce soit, il s'agit de fournir à nos syndicats, à la Confédération française des travailleurs catholiques, à la Jeunesse ouvrière catholique, aux unions professionnelles catholiques, en même temps qu'un idéal religieux répondant aux désirs des âmes les plus nobles, des apôtres complètement donnés à l'apostolat populaire.

L'ordre de Jésus-Ouvrier n'aura donc pas de costume spécial. Hommes et femmes s'habilleront convenablement, modestement, conformément à leur situation.

Il s'adresse essentiellement aux professionnels ouvriers et employés, mais n'exclut pas ces riches qui, en l'Eglise primitive, se faisaient pauvres volontaires pour vivre plus près des humbles et les mieux aider, désireux, tout au moins, de consacrer leur talent et leurs ressources à l'apostolat ouvrier.

L'Ordre n'admet que des célibataires qui sont censés avoir fait, pour un an au moins, vœu de chasteté. Une sorte de Tiers-Ordre: les Disciples de Jésus-Ouvrier, accueille les personnes mariées ou celles que diverses causes empêchent d'être admises dans l'Ordre.

Lisez attentivement ce papier officiel du Saint-Siège, et vous comprendrez que nous, syndicalistes de toutes tendances qui voulons l'émancipation de la classe ouvrière, nous allons avoir à compter, non plus seulement avec la police gouvernementale et la police patronale, mais encore avec un corps organisé de missionnaires catholiques de paix sociale, congréganistes sans soutanes, difficiles à dépister.

Marie GUILLOT.

(1) Ce qui est souligné dans ces citations l'a été par nous.

Nous avons reçu:

EMILE GUILLAUMIN : *A tous vents sur la glèbe.* (Valois).

Il parait que le paysan s'imagine encore être méprisé par les citadins. Les silhouettes de Guillaumin veulent démontrer qu'il est un homme comme les autres.

Parmi nos Lettres

Critiques et suggestions

A la suite de la demande que nous avions faite à nos lecteurs de bien vouloir nous envoyer leurs critiques et suggestions, nos camarades d'Alger ont pris une excellente initiative : ils ont convoqué tous les abonnés de la « R. P. » à Alger à une réunion où l'on discuterait de notre revue. Dix-sept camarades assistèrent à cette réunion, et un procès-verbal en fut dressé qui nous a été envoyé, en même temps que la résolution était prise de maintenir le contact par des réunions régulières, à chacune desquelles serait traité un sujet particulier. Ainsi le premier « cercle d'études de la R. P. » se trouve créé.

Parmi les remarques qui ont été faites à cette réunion, citons les plus importantes :

— Un camarade a demandé à ce qu'une rubrique spéciale soit consacrée à l'exposé de la doctrine marxiste, mais on a objecté que c'était en marchant qu'on démontrait le mouvement, qu'il était donc bien préférable, au lieu d'exposer la doctrine, de l'appliquer au cours de l'étude des événements de chaque jour.

— Un camarade a demandé à ce qu'on se livre souvent à une critique détaillée des ouvrages des économistes bourgeois, comme celle qui a été faite du livre de Boris, sur l'or, — cela étant le meilleur moyen de montrer la vanité des remèdes bourgeois.

— On a également insisté sur la nécessité de laisser à chaque rédacteur la plus grande liberté d'opinion, chacun étant responsable de sa conception. Enfin, on a exprimé le désir que les anciens rédacteurs du Cri du Peuple *viennent renforcer l'équipe de la* R. P.

D'autre part un camarade nous résume ainsi cette réunion :

Dans l'ensemble, on voudrait voir accentuer le caractère d'organe de combat de la revue. Sans prétendre remplacer le Cri, *il faut tenir compte de sa disparition. En somme, faire une part égale aux questions syndicales purement françaises et aux événements mondiaux.*

Je crois d'ailleurs qu'il ne faut pas trop être influencé par le caractère d'actualité immédiate, les camarades veulent avoir une explication marxiste des événements, et préfèrent l'avoir avec retard que pas du tout.

Quelle ville va être la première à suivre l'exemple d'Alger ? A quand le second cercle d'études des lecteurs de la « R. P. » ?

***

Une nouvelle lettre d'U.R.S.S.

La lettre suivante, qui a été écrite au milieu du mois de janvier dernier, n'est pas d'un russe ; elle est d'un ouvrier occidental, mais qui travaille en U.R.S.S. depuis près de dix ans. Rien de commun donc, avec le témoignage de nos touristes ouvriers :

Chez nous règnent d'une manière inégalée le « dogme » et la « démagogie » ; le dogme au sens le plus strict du mot. Le parti est devenu une armée de 25 millions d'hommes qui exécute avec une discipline toute catholique ce qu'ordonne le pape infaillible; celui-ci est infaillible pour la même raison que l'autre pape: « pour être fort, il faut l'unité de vue

et d'action, or l'unité ne peut être qu'obligatoire ». La démagogie fait passer comme des pilules ce que la révolution, ou même la plus élémentaire démocratie, ne pourrait admettre. Or, ici on est maître en démagogie, maître comme vous ne pouvez pas vous l'imaginer. La démagogie crée les croyants sans lesquels il serait impossible de tenir; il me semble qu'en Occident, dans vos milieux, on s'imagine trop qu'ici tout le monde se sent opprimé, et exécute par crainte, en somme: qu'il n'y a pas de croyants. (Je dis « il me semble ». parce qu'il est devenu tout à fait impossible de lire des journaux et livres étrangers). Or, il y a beaucoup de croyants parmi les jeunes; d'abord parce qu'ils ont reçu et reçoivent une éducation étroitement adéquate au régime; ensuite parce que (comme dans tous les pays), pour « arriver » il faut marcher avec le régime, et notre démagogie sait merveilleusement récompenser ses fidèles; on sait ici étonnament faire concorder les intérêts de l'Etat avec ceux des fidèles; et enfin, parce que la jeunesse ne connaissant absolument rien d'autre que notre régime, il lui est tout à fait impossible de comparer avec quoi que ce soit, vu que les frontières idéologiques sont hermétiquement fermées.

La foi des « croyants » (de la jeunesse) est une foi plus moderne évidemment que la catholique; elle consiste en ce que la jeunesse croit fermement qu'elle est à la tête de la civilisation dans tous les domaines; il y entre aussi, pour une bonne mesure, du nationalisme; *on ne se croit entouré que d'ennemis qui ne pensent jour et nuit qu'à notre mort; le sentiment national qui n'était développé avant la guerre que contre les nationalités opprimées de l'Empire russe, s'est beaucoup développé depuis la révolution à l'égard des nations étrangères; ceci n'aurait rien de bien mauvais si sous les mots de « défense de la patrie prolétarienne » ne se cachait pas un* sentiment national « ordinaire ». *La poussée économique remarquable que nous traversons donne à la jeunesse l'assurance de la force, du succès, du progrès rapide, d'autant plus que le manque de cadres que cette poussée entraîne lui permet d'arriver aux emplois les plus importants très rapidement; comment ne pas avoir la foi quand on se sent soi-même monter toujours plus haut ?* (1). *Sans cet enthousiasme de la jeunesse le régime ne tiendrait pas.*

Il y a encore une autre cause que les occidentaux ne connaissent généralement pas, c'est le caractère national russe. Les dimensions du pays, la rudesse du climat, ont doté les russes non seulement d'un autre sens que le nôtre de la « distance » et du « temps », mais la grandeur des cataclysmes (bourrasques, cyclones, inondations, sécheresse, famine) réclame la dépense de telles forces (surhumaines) dans la lutte contre eux que le russe s'est plus habitué à les supporter qu'à lutter; il a, à un grand degré, un sens de l'inutilité de la lutte, qu'il applique à beaucoup de choses n'ayant aucun rapport avec ces cataclysmes, comme l'absolutisme tzariste ou la dictature actuelle; le russe est d'une « endurance » que seuls les Chinois peuvent lui disputer. Cette « endurance » (faculté de supporter la misère sans la combattre) est très caractéristique de cette partie de la population qui n'a pas l'enthousiasme du régime, c'est-à-dire la grosse majorité; on regarde le régime Stalinien comme un cataclysme et, comme tel, on le supporte sans lutter, attendant qu'il passe; on pense que si les inondations ou les incendies de forêts « passent tout seul » *quand leur temps est venu, ceci aussi « passera tout seul ».*

Quant à la petite minorité qui, consciemment, n'est pas contente, comme bien vous le pensez, Guépéou s'en charge.

Une chose encore que je n'ai pas assez fait ressortir c'est que les russes sont passés tout d'un coup de l'absolutisme le plus despotique au régime de dictature prolétarienne et que par ce fait ils ne peuvent pas évaluer à leur juste valeur bien des choses que la connaissance d'un régime démocratique, même capitaliste, leur ferait évaluer tout autrement, ne serait-ce que la technique, l'outillage, les habitations, l'enseignement, le niveau de vie et toutes sortes de choses les plus diverses.

Vous ne pouvez pas vous imaginer quelle révolution ce serait pour la jeunesse enthousiaste d'ici si on lui donnait tout d'un coup ne serait-ce que la possibilité de lire la presse d'occident (la presse politique et la presse technique); je ne puis pas dire hélas ! que cette « révolution » la pousserait dans le sens anarchiste ou syndicaliste; il y a tout lieu de croire au contraire que ce serait dans un sens démocratique bourgeois.

Une chose qui m'a étonné dès le début, ce fut de voir qu'au sujet du plan quinquennal, les gens se soient séparés en deux camps: ceux qui pensent que le plan réussira et que par conséquent le communisme vaincra, et ceux qui pensent que le communisme croulera avec le plan. Ce qui m'étonne c'est que l'on rattache le communisme au plan. Le plan c'est quelque chose de nouveau et grandiose économiquement; le seul point faible que je connaisse c'est qu'il tue l'initiative privée (individuelle) et qu'il ne semble pas prouver qu'on puisse remplacer cette dernière par une autre initiative: la collective. Il a beaucoup d'avantages, ne serait-ce que celui de prouver que l'économie capitaliste n'est pas la seule possible; mais que donnera-t-il au prolétariat ? c'est une autre question.

Comme vous le savez sans doute, tout le monde vit maintenant beaucoup plus mal qu'en 1926-27, mais il ne faut pas attribuer cela au principe de la planification; cela vient avant tout de l'allure effrénée que l'on a prise pour doter la Russie, quoi qu'il en coûte, d'une grande industrie.

*
* *

Rester à la C.G.T.U. ou aller à la C.G.T. ? Notre camarade Deveaux, l'énergique militant des T.C.R.P. parisiens, nous fait part de son opinion :

Après la lecture de l'article du camarade Charbit, paru dans l'avant-dernière R. P., je comprends d'autant mieux les raisons qui firent se disloquer la minorité de la C.G.T.U.

« Un syndicaliste n'abandonne jamais son organisation syndicale », écrit Charbit; c'est exact, à condition que la dite organisation ait encore quelque chose de syndicaliste, ce qui n'est pas le cas de la C.G.T.U., et personne ne le contestera, pas même Charbit.

Je pense qu'un syndicaliste digne de ce nom ne peut rester dans une organisation où il est traité quotidiennement de vendu, traître, agent de la bourgeoisie, etc... Il n'a que trois moyens d'enrayer cette averse de diffamations: 1° saisir la justice, 2° se faire justice, 3° quitter l'organisation-poubelle et aller en face. C'est cette dernière solution qui est la meilleure, c'est la mieux comprise de la classe ouvrière qui veut l'Unité, c'est le chemin de l'union des travailleurs qu'il faut tracer à travers toutes les divisions, et c'est là et seulement là qu'un jour prochain se fondront toutes les tendances du mouvement syndical.

Prêcher le contraire, dire que la C.G.T.U. peut se redresser, attendre le bon vouloir des Etats-major Confédéraux,

(1) A rapprocher de la foi « révolutionnaire » de l'époque napoléonienne française, où « chaque soldat avait son bâton de maréchal dans sa giberne ». (N.D.L.R.).

c'est avoir des illusions, ou d'autres motifs intéressés comme nous l'ont montré certains « lâchages » minoritaires au congrès de Magic-City.

Et je termine en disant: un syndicaliste n'a plus sa place à la C.G.T.U.; *qu'il vienne renforcer l'aile gauche de la C.G.T. !*

***

Un autre camarade, instituteur, sur le même sujet, nous écrit :

Ce sur quoi il faut insister c'est que les deux C.G.T. sont à mettre dans le même sac; ni l'une ni l'autre ne sont plus des organisations vraiment syndicalistes: ni indépendance, ni liberté d'opinion, ni démocratie; fonctionnarisme à tous les étages. Là on a renié en fait la charte d'Amiens et la lutte de classe; ici, on a renié les statuts de St-Etienne. Je pense que le syndicalisme est à reconstruire, bien plus qu'à redresser.

En attendant, chacun doit « balayer devant sa porte », c'est-à-dire que Rambaud doit s'occuper de Jouhaux... et Charbit de Monmousseau; et non point faire l'inverse !

***

Raffalovitch et « l'Humanité » A propos de l'article publié sur les documents Raffalovitch dans notre avant-dernier numéro, le camarade Vicard, de St-Etienne, nous écrit :

Louzon et Péra, reproduisant quelques passages des documents Raffalovitch se rapportant aux socialistes, affirment qu'il s'agit sans aucun doute de l'Humanité *dirigée par Jaurès.*

Je crois que cette affirmation est hasardeuse.

1° *Au cours du procès du* Matin *contre* l'Humanité (14 *mars* 1914), *un faux témoin lança cette insinuation. Les témoignages de Briand et de Kokovtzev en firent justice.*

2° *Ceux qui ont lu* l'Humanité *à cette époque doivent avoir gardé cette impression, que le journal de Jaurès, loin de défendre les thèses favorables au crédit de la Russie tsariste, menait au contraire une campagne ardente contre le traité franco-russe, et contre la politique extérieure de la France qui était agréable au tsar.*

En un mot, sur toutes les questions, l'Humanité *soutint les thèses contraires à celles que soutenaient les organes notoirement subventionnés.*

Raffalovitch écrivait d'ailleurs:

Les adversaires de la Russie qui comprennent les socialistes, les révolutionnaires... (p. 64).

Il y a impossibilité matérielle à faire cesser les attaques: venant des socialistes, elles tombent à plat. (*p.* 223).

Il y a un groupe de députés socialistes qui nous détestent, qui cherchent l'occasion de plaies et bosses pour nous faire du tort et qui pourraient s'emparer de la conversation inexactement rapportée par le Standard. (*p.* 228).

Le 31 octobre 1911, Raffalovitch écrit à son gouvernement qui a à se plaindre des campagnes de l'Humanité*:*

Un procès à *l'Humanité* est en vue, dit-on. Le gouvernement français ne pouvant mettre en mouvement l'action judiciaire, demande une plainte directe. J'ai peu de confiance dans le sens de l'équité et de la justice chez le jury. (*p.* 281).

Il ne semble pas, à lire ces textes, que le journal de Jaurès ait été parmi les amis de Raffalovitch.

Voici encore page 320:

D'ailleurs l'article de Bourtzev sur cette entrevue a eu si peu de succès, que même dans un journal comme *l'Humanité*, toujours disposé à des attaques contre nous.

page 402*:* Nous avons en France des adversaires qui se recrutent parmi les socialistes, parmi les ennemis de tout ordre établi.

3° *Dans les prévisions de Raffalovitch, pour le* 15 *avril* 1905 (*voir pages* 79 *et* 80) non pas pour un mois *mais pour 3 mois nous lisons ceci:*

Journaux radicaux, socialistes et divers: 50.000 fr.

et non pas 50.000 *fr. à un journal socialiste.*

Dans l'état de paiement du 15 *février* 1906 (*p.* 122) *nous lisons*: 44 socialistes divers: 20.000 fr.

Ainsi les indications sont très vagues.

4° *Il faudrait savoir d'autre part ce que Raffalovitch entendait par « socialiste » puisque Louzon et Péra n'ont que ce seul vocable à leur disposition dans les textes pour accuser Jaurès.*

L'agent financier des tsars, nous allons le voir, appliquait cette dénomination à des individus qui n'appartenaient pas ou n'appartenaient plus au Parti de Jaurès.

Ainsi, page 170 : *Messidor* est un journal du soir dont le directeur est le député socialiste que je viens de nommer (*Gérault Richard*).

p. 190*:* Il y a tout d'abord un entrefilet de *l'Action, journal socialiste.*

p. 225*:* Briand étant marqué de l'étiquette socialiste gardant Viviani et prenant Millerand aussi étiquetés socialistes.

p. 315 *et* 341*:* Il est question de l'agence télégraphique *Potentia* créée par le député socialiste Henri Turot.

Bref, de nombreux exemples prouvent que, dans l'esprit de Raffalovitch, le mot socialiste s'appliquait à des journaux et à des individus assez éloignés du socialisme de Jaurès et de l'Humanité.

5° *Pour quelles raisons Raffalovitch n'aurait-il pas désigné nommément* l'Humanité *s'il s'était agi de cet organe, dans les justifications de paiement* ultra-confidentiels *qu'il adressait à son gouvernement.*

En résumé, je crois pour le moins injustes, les accusations de Louzon et de Péra.

***

Ce à quoi Pera et Louzon répondent :

Les arguments du camarade Vicard ne nous ont point convaincus et voici pourquoi:

1. — Qui peut accorder la moindre créance à n'importe quel témoignage de Briand « le Renégat », ou de Kokovtzev, ministre du tzar ? Et à leurs témoignages dans l'affaire qui nous occupe, encore moins que dans toute autre. En effet, en ce qui concerne Briand, celui-ci était, nous dit l'auteur de la préface aux lettres de Raffalovitch, administrateur de fait de *l'Humanité*. Si *l'Humanité* a touché, ce fut donc lui le principal et direct responsable. Son « témoignage » a ainsi juste la valeur de la dénégation d'un accusé. En ce qui concerne Kokovtzev il y a également une raison spéciale pour que nous récusions son témoignage, que nous indiquerons en répondant à la cinquième question.

2. — Que *l'Humanité* n'ait pas pris part à la défense du tzar à cette époque, et qu'elle n'ait jamais été des amis du tzar, cela est bien évident. Il est bien certain qu'aucun journal socialiste ne pouvait, à aucune époque, et particulièrement en 1905, prendre la défense du tzar. Ce n'est évidemment pas avec cette intention absurde de faire défendre le tzarisme par la presse socialiste, que Raffalovitch versait

50.000 fr. par mois pour elle, entre les mains du ministre de l'Intérieur français. Ce ne pouvait être qu'avec l'intention, non de faire cesser ses attaques, mais de les modérer, et surtout de les lui faire porter d'une certaine manière, ailleurs que sur les points particulièrement sensibles.

Il est inexact d'ailleurs que *l'Humanité* soutenait sur ces questions des thèses contraires à celles des organes « notoirement subventionnés ». Car, parmi les journaux qui figurent, en toutes lettres, sur la liste des mensualités payées directement par Lenoir, agent de Raffalovitch, et dont la corruption est ainsi hors de doute, figurent des journaux comme l'*Aurore*, l'*Action*, etc..., qui étaient loin, eux aussi, d'être ou d'apparaître comme des amis du tzar. — Ce ne sont pas les amis qu'on achète, ce sont les adversaires.

La plupart des propos de Raffalovitch que cite le camarade, sont, en outre, très postérieurs à 1905. La phrase sur l'impossibilité matérielle de faire cesser les attaques date de 1909 et les suivantes, respectivement, de 1909, 1911, 1912 et 1914. Cela n'a donc rien à voir avec l'argent qui a pu être touché en 1905 !

3. — Il est inexact que dans son projet de budget Raffalovitch n'avait prévu que 50.000 fr. pour 3 mois. Il avait pris des « arrangements pour 3 mois », mais c'est pour le premier mois seulement qu'il demandait 50.000 fr. Il ne s'agit d'ailleurs là que d'un projet. La chose essentielle n'est pas ce qui a été prévu, mais ce qui a été réalisé. Or, là-dessus, aucun doute possible: dans le compte-rendu qu'il adresse, le 18 octobre 1905, des dépenses qu'il a effectuées en juillet, août et septembre, figurent bien 50.000 fr. *chaque mois*, pour « allocations aux journaux socialistes par l'intermédiaire du ministre de l'Intérieur. »

Que, plus tard, il y ait eu 20.000 fr. remis à des « socialistes divers », c'est une autre affaire, qui n'infirme en aucune manière la précédente et dont nous n'avons pas fait état.

4. — Raffalovitch pouvait entendre par « socialistes » des journaux et des gens qui n'étaient pas réellement socialistes. — Sur ce point, nous sommes tout à fait d'accord. Tellement d'accord que nous l'avions dit nous-mêmes dans notre article. Mais, en même temps, nous faisions la réponse. Si on prend tous les journaux de cette époque, qui pouvaient être qualifiés de « socialistes », en donnant à ce mot un sens aussi étendu que l'on voudra, on constate que tous ceux ayant quelqu'importance, sauf *l'Humanité*, figurent sur la liste des mensualités versées directement aux journaux par Raffalovitch et son agent Lenoir. Tel était le cas, ainsi que nous l'avions indiqué, de l'*Aurore* (1.500 fr. par mois) et de la *Petite République* (1.500 fr. par mois), de l'*Action*, que cite notre camarade : 1.500 fr. par mois également. Il ne saurait donc être question de ces journaux comme bénéficiaires des 50.000 fr. versés par l'intermédiaire d'Etienne, ministre de l'Intérieur, car pourquoi aurait-on eu besoin de recourir à cet intermédiaire exceptionnel pour des journaux qui recevaient déjà de l'argent directement ? Quant à *Messidor*, qui n'a commencé à paraître que le 13 septembre 1906, il n'existait pas encore, pas plus que l'agence de Turot.

5. — Enfin, pourquoi Raffalovitch n'aurait-il pas désigné nommément *l'Humanité*, si c'est elle qui a touché ? — Nous ne comprenons pas bien la portée de l'argument. Quels que soient, en effet, les journaux qui aient touché, la même question se pose: pourquoi Raffalovitch ne les nomme-t-il pas dans cette lettre ultra-confidentielle à son ministre ? Le fait qu'il ne les nomme pas, ne saurait en aucune manière impliquer qu'il ne s'agit pas de *l'Humanité*.

Mais cette question a un intérêt en soi, et on peut tâcher d'y répondre.

Pour toutes les sommes, si petites soient-elles, fussent-elles de 200 fr., que verse son agent Lenoir, Raffalovitch donne tous les détails sur leur emploi; au contraire, pour cette somme considérable de 50.000 fr., rien; aucune indication des bénéficiaires.

La raison de son silence, Raffalovitch ne la donne pas, mais il est facile de la deviner. Rappelons en effet les conditions tout à fait spéciales dans lesquelles cette somme était distribuée, et qui n'ont existé qu'à cette époque. Alors que tous les autres journaux recevaient l'argent du tzar, directement, des mains de Lenoir, agent de Raffalovitch, qui en rendait compte à celui-ci, ces 50.000 fr. furent remis au *ministre de l'Intérieur français*, pour être remis aux « journaux socialistes ».

Qu'est-ce à dire ? Si ce n'est que les bénéficiaires de ces 50.000 fr. ne voulaient absolument pas être connus du gouvernement russe. Ils n'acceptaient d'être connus que de ce vieux politicien d'Etienne, sur la discrétion duquel tout le monde politique savait pouvoir compter, parce qu'on savait et sa corruption et ses ambitions. On peut donc considérer comme certain qu'Etienne ne rendait pas compte à Raffalovitch de l'emploi qu'il faisait des 50.000 fr. C'était une question de confiance entre Etienne et les Russes: « donnez-moi 50.000 fr., et j'en fais mon affaire, je les distribuerai au mieux ».

Voilà évidemment pourquoi Raffalovitch n'indique pas les bénéficiaires des 50.000 fr.; c'est qu'il ne les connaissait pas ! Et son ministre Kokovtzev ne les connaissait pas davantage. Et voilà pourquoi aussi le témoignage de ce dernier est particulièrement sans valeur. Ce témoignage ne mériterait discussion que si son auteur avait indiqué les bénéficiaires des 50.000 fr., mais, bien entendu, il ne l'a pas fait.

Concluons.

Un fait est certain. C'est que dans l'été 1905, au plus fort de la crise du czarisme, des « journaux socialistes » touchèrent du czar, par l'intermédiaire d'Etienne, ministre de l'Intérieur, 50.000 fr. par mois. C'est là un fait d'une gravité qu'il est inutile de souligner, et qu'on ne doit pas cacher au prolétariat français. Pour les classes, plus encore que pour les individus, la pratique du « Connais-toi toi-même », est une condition de leur force.

On a fait, avec les lettres de Raffalovitch, une vigoureuse campagne contre la vénalité de la presse bourgeoise, et on a eu parfaitement raison. Mais ce serait pure démagogie que de cacher qu'alors que des journaux comme le *Temps* touchaient de quatre à six mille francs par mois (directeur compris), les journaux « socialistes » en recevaient 50.000.

Tel est le premier fait.

Sur le second, — quels étaient ces journaux socialistes ? — le degré de certitude n'est évidemment pas le même. Tout ce que nous pouvons dire à ce sujet — mais c'est énorme — c'est que, si l'on fait l'inventaire des journaux « socialistes » existant à cette époque, en étendant autant que l'on voudra la signification du mot « socialiste », on ne trouve, en dehors des journaux qui touchaient directement, qu'un seul journal important: *l'Humanité* qu'avait fondé Jaurès, et que Briand administrait.

La C.G.T.U. courtier électoral

« Notre C.G.T.U. doit se préparer à participer activement à la campagne électorale. »

CLAVERI,
(*Vie Ouvrière*). secrétaire de la C.G.T.U.

A PROPOS DE LA CRISE

Faillite capitaliste et Carence ouvrière

Les réflexions qui suivent ne plairont peut-être pas à tous les lecteurs de la R.P. Il y a pourtant longtemps que je souhaitais les leur soumettre.

A regarder le monde de trop haut, on risque, je sais, de se rompre le cou. Mais il ne faudrait pas que les excès de la dialectique communiste nous détournent à jamais de ces tours d'horizon. Après avoir aligné jour par jour des chiffres, l'envie prend parfois le comptable de récapituler. Récapitulons.

Nous ne savions rien !

C'est de la crise mondiale qu'il s'agit.

Voici plus de deux ans que nous en sommes les lointains témoins, et, depuis peu, les victimes. Nous y réfléchissons parfois, mais je me demande si vraiment nous sommes « à sa hauteur ».

Je crois au contraire qu'ici, en France, nous ne l'avons pas du tout « réalisée ». Sans parler de la grande masse qui ne connaît du monde que ce qu'en dit « L'Ami du Peuple » ou ce qu'en montrent les actualités Pathé, les militants ouvriers ont-ils bien suivi ce drame immense, en ont-ils mesuré toutes les souffrances, en ont-ils tiré tous les enseignements?

Nos sujets quotidiens de discussion, les colonnes de la presse ouvrière me permettent d'en douter.

Chaque fois, depuis quelques mois, qu'une source nouvelle de renseignements s'est offerte à nous, j'ai éprouvé la même impression de surprise : nous ne savions rien ! Vivions-nous vraiment l'incroyable misère qui pèse sur le petit paysan des Etats de l'Europe Orientale (1), les affres de la faim qui en Allemagne (2), en Autriche, aux Etats-Unis, sont le lot de millions et de millions de travailleurs ? Il faut une brochure sur la condition des travailleurs nègres (3) pour nous révéler les atroces privations subies depuis deux ans par le prolétariat noir des deux Amériques et des Antilles.

Certes, nous avons entendu parler de ces choses, mais elles sont demeurées lointaines, extérieures à nous. C'est amorties par la distance que les plaintes de tous ces malheureux nous sont parvenues. Pour dire les choses comme elles sont, nous n'avons pas vécu la crise mondiale, non par aveuglement ou par égoïsme, mais tout simplement parce que l'économie française est restée longtemps en dehors du monde.

L'été dernier, m'évadant hors de Paris pour un 15 Août et traversant la France campagnarde en droite ligne, j'ai bien eu l'impresion de cette anomalie, de ce scandale : un îlot de braves gens, coupés artificiellement du reste de la planète, placés sous cloche, entourés de ouate et freinant à eux seuls par le soutien tacite qu'ils donnent à l'impérialisme français, au plus rétrograde des impérialismes, la marche du monde. Des dizaines de millions de prolétaires affamés et n'entrevoyant plus aucune issue, attendent, à travers le globe, que la paysannerie française ait découvert la crise mondiale.

Nous, les travailleurs des villes et des centres industriels, nous avons certes été moins « chambrés ». En tant que salariés nous avons ressenti plus directement les contre-coups de la crise. Mais, avons-nous, jusqu'à ces derniers mois, souffert ce que souffrent nos frères d'au-delà les frontières ? Aucun de nous ne voudra le prétendre.

Les épreuves du présent nous ramènent brutalement à l'unisson du monde. Un peu tard.

La peur du "chaos"

Si nous avons mal vécu la crise, nous n'avons pas non plus réalisé le profond bouleversement qu'elle a provoqué dans le camp d'en face.

Certains camarades pensent n'avoir pas à se préoccuper outre mesure de ce qui se passe chez l'adversaire. Ils n'ont pas l'habitude — heureusement — ni l'envie de se mettre dans la peau des capitalistes. Que ceux-ci se débrouillent ! L'ouvrier, lui, a suffisamment à faire en défendant son pain. D'autres ont observé ce grand désarroi avec un sourire ironique : Rien de nouveau ! Ce n'est ni la première ni la dernière crise ! Ils perdent chaque fois la boule, mais, quand les affaires reprennent, savent la retrouver. Il faut dire que les communistes ont tant de fois crié au loup, annoncé la mort du monstre pour le lendemain matin que le scepticisme de ces camarades a quelques excuses.

D'autres enfin se sont contentés d'un triomphe facile et stérile, qui dispense de réfléchir et d'agir : nous l'avions bien dit ! Marx — ou Tartempion — avait raison ; c'est la crise décisive, etc.

Ce n'est qu'avec le recul du temps que nous réaliserons pleinement la signification de ces années historiques 1930-1932 ; historiques car, au cours de ces années, la classe dominante, pour la première fois, a véritablement compris que son régime — ou tout au moins la forme actuelle de celui-ci — n'était plus viable.

Caillaux, un des bourgeois qui ont, selon sa propre expression, le plus d' « espace dans la pensée » vient de tenir, devant la finance de Londres (1) ce curieux langage :

Qui donc ignore qu'on brûle le blé au Canada, le café

---

(1) Cette misère qui, au cours d'un voyage, avait bouleversé le ministre Flandin, pourtant difficile à émouvoir et mieux renseigné que nous.

(2) *cf.* dans *Paris-Soir,* le reportage en cours de Mac Orlan.

(3) Georges Padmore, *La Vie et les Luttes des travailleurs nègres* (Petite bibliothèque de l'I.S.R.)

(1) *Information* du 4 mars 1932.

au Brésil, alors qu'en Europe centrale et ailleurs des millions d'hommes manquent de pain et de breuvage fortifiants ? Qui donc ignore que des myriades de nos semblables sont hors d'état de se vêtir parce que, ne vendant pas, ou ne vendant qu'à vil prix les denrées qu'ils arrachent du sol à la sueur de leur front, ils sont dans l'impossibilité d'acquérir les articles industriels qui leur sont cependant offerts en abondance ?

...Il faut avoir le courage de confesser la vérité. Il faut avoir le courage de reconnaître que notre civilisation *est en carence, qu'il faut en redresser le jeu...*

Et à ceux qui croiraient, comme quelques-uns de nos camarades, que cette crise est une crise pareille aux autres, Caillaux répond :

Le marasme dans lequel aujourd'hui est plongé l'univers a, sans doute, la même origine que les secousses du passé. Mais les dégâts actuels sont si formidables, le désarroi se prolonge à tel point que force est de reconnaître que la crise qui secoue notre civilisation a *une tout autre ampleur, et, ce qui est plus grave, un tout autre caractère que celles qui l'ont précédée.*

C'est que les crises précédentes étaient des crises de croissance. On avait calculé trop vite, on avait construit les hauts-fourneaux avant d'envoyer les cuirassés conquérir les débouchés, ouvrir la route aux commis-voyageurs. Alors on s'empressait de se tailler, par le fer et par le sang, des marchés nouveaux. Et l'on repartait. Aujourd'hui l'on sait que les débouchés ne peuvent plus croître indéfiniment : la terre est trop petite. Vulgaire et amère constatation que Paul Valéry transpose dans sa langue de poète : « *Le temps du monde fini commence* ».

Une « reprise des affaires » ne serait qu'un leurre :

Je puis prédire, avec une quasi certitude, précise Caillaux, que quelques mois, une ou deux années tout au plus, après que le marché serait assaini, il se congestionnerait de nouveau. Une nouvelle crise éclaterait : plus exactement, la crise qu'on croyait résolue et qui n'était qu'assoupie ferait sa réapparition. Elle revivrait indéfiniment, n'accordant au monde que des intervalles de repos de plus en plus courts, jusqu'au jour où l'humanité, découragée, sombrerait dans le chaos.

Le « chaos », ce mot sinistre revient dans la conférence de notre grand bourgeois comme un leitmotiv :

La redoutable crise qui dévaste le monde ne nous notifie-t-elle pas qu'il faut envisager des *structures économiques différentes* de celles qu'on considérait hier ? Si nous ne réussissions pas à les mettre sur pied, ne devrait-on pas craindre que le monde ne sombrât dans le chaos ?...

Nous voici donc en présence d'une certitude : le capitalisme va faire un effort désespéré pour se transformer ; le fascisme italien, le fascisme d'Hitler, le capitalisme d'Etat de Brüning comme celui de Hoover, les ententes industrielles internationales en sont les signes.

Mais à cette première certitude nous pouvons en ajouter, sans risque d'erreur, une seconde : le capitalisme échouera fatalement dans cet effort *in extremis*.

Il échouera parce que toutes les structures du monde, si ingénieuses soient-elles, ne pourront combler l'abîme entre la production et la consommation. Tout au plus pourront-elles, par une destruction systématique de richesses, retarder quelque peu l'heure de l'échéance.

Et alors ? Et alors, suivant l'expression fatidique de Caillaux, ce sera le « chaos ».

A moins que — et nous sommes au cœur même de ces réflexions — à moins que la classe ouvrière n'ait à opposer, à « cette faillite de l'intelligence humaine » comme dit Caillaux, de l'intelligence capitaliste, dirons-nous, autre chose que sa propre faillite.

Or, la crise mondiale, si elle est la crise du capitalisme, est aussi, hélas ! celle de la conscience ouvrière.

Crise de la conscience ouvrière

La saturation des marchés, le chômage « technique », les murailles douanières, tout cela n'était pas difficile à prévoir, pour qui avait saisi le mécanisme — assez simple au fond — du système capitaliste. Mais la carence du mouvement ouvrier au cours de ces deux années historiques, son impuissance, son aveuglement, voilà ce qu'on ne pouvait prévoir, ce qu'on n'avait pas le droit de prévoir.

En voulez-vous, pris au hasard, quelques exemples sous forme d'images cinématographiques ?

*
* *

Berlin, 4 mars 1932.

A midi et demi, en grand uniforme, coiffé de l'ancien casque à pointe de l'armée impériale, le président Hindenburg, tenant à la main le bâton de maréchal, arrive d'un pas lent... Après avoir adressé un salut aux troupes, auquel celles-ci répondent par un « hoch », le maréchal s'immobilise en un garde-à-vous rigide, la main collée à la visière du casque, tandis que les troupes défilent au pas de parade au son de l'hymne national allemand.

C'est le candidat de la social-démocratie allemande qui vient d'ouvrir sa campagne électorale.

*
* *

Passons en France :

Paris, 211, rue Lafayette.

Quel est ce grand tapage ? Ce sont ces messieurs de la C.G.T. qui, préoccupés de tirer d'affaire le capitalisme embourbé, réclament à cor et à cri la suppression des absurdes murailles douanières, sans comprendre que ces barrières sont l'aboutissement fatal du système.

Mais tandis que dans une page de leur quotidien, les grands chefs font de l'éloquence libre-échangiste, dans une autre page, un ancien mineur, au nom d'un syndicat de masse, explique ainsi la « crise charbonnière », — cette face de la crise du capitalisme : « La cause ? Elle est due à l'invasion du marché français par les charbons étrangers devant lesquels ne s'élèvent que d'inexistantes barrières » (1). Passons.

*
* *

Continuons notre film : nous voici en U.R.S.S., à Moscou. Quel est donc ce brillant galonné qui met son épée au service de la patrie prolétarienne ? C'est le général fasciste Nobile, un des seconds de Mussolini.

*
* *

Traversons l'Océan : Washington. Arrêtons-nous un instant au congrès de la fédération américaine du

---

(1) Lettre de Maës à Tardieu. Le plus curieux dans cette histoire est que les mesures prohibitionnistes réclamées et obtenues ont naturellement amené des représailles britanniques et qu'il a fallu dare-dare les suspendre.

travail. Un homme parle aux exploités du Capital et semble leur dicter, en cette heure tragique, leur conduite. Quel est ce « meneur » ? Herbert Hoover, le président de la crise mondiale.

*
* *

Et finissons par Londres. Le temps d'un déclic et l'homme de confiance des Trade-Unions, de millions de travailleurs anglais, passera sans transition, ni rougeur apparente au visage, sur une simple injonction de la finance américaine, du service du Travail à celui du Capital ; le temps d'un déclic et le camarade Snowden deviendra Lord Snowden...

*
* *

Assez ! Après avoir filmé l' « élite », ne promenons pas notre appareil de prise de vues sur la masse anonyme, trompée, aveuglée, chez qui la crise a pu réveiller des instincts de révolte, mais aussi trop souvent de soumission ou de guerre. Des images trop tristes s'offriraient à nous. Il y avait sûrement plus de conscience de classe chez « l'overrier » parisien de 1848 qu'il n'y en a dans l'univers de 1932, chez le fameux « homme de la rue ».

J'entends des camarades m'interrompre : Mais ces errements, ces flottements lamentables ont une seule cause : la division ouvrière. Du jour où les deux tronçons du mouvement ouvrier, révolutionnaire et réformiste, se sont séparés, ils devaient fatalement, chacun à sa façon, en arriver là. Je n'en disconviens pas, et si je ne m'étends pas sur cet aspect du problème, c'est qu'il est familier à tous. Mais la division ouvrière est-elle une explication suffisante ? N'y a-t-il pas autre chose ? En admettant même que le mouvement ouvrier ait conservé son unité organique, n'assisterions-nous pas en ce moment, à peu de choses près, au même désaxement, à la même confusion ? Les événements dominent et dirigent de si haut les hommes ! L'enchevêtrement des causes et des effets, la nouveauté et l'imprévu des situations, l'universalité du drame, — qui ne se joue plus à l'intérieur de frontières mais partout à la fois, — un rythme si vertigineux et tant de grabuge, n'y a-t-il pas là cent raisons de perdre la boule ?

Et pourtant, si l'on s'évade du fouillis des détails, le mécanisme reste simple, accessible au simple bon sens. Le secret du capitalisme, les révolutionnaires le connaissent depuis déjà trois-quarts de siècle. C'est leur avantage sur les bourgeois. Depuis trois-quarts de siècle, ils le mûrissent, le vérifient à l'épreuve des faits. A-t-il jamais reçu plus éclatante confirmation qu'au cours de cette formidable crise ? Et pourtant, à l'heure où la bourgeoisie se résigne à le démêler, il semble, plus que jamais, échapper aux travailleurs. L'Allemand croit que, s'il souffre, c'est la faute au Français. Le Français, que cette crise n'est que l'héritage, à liquider, d'une guerre voulue par l'Allemand. On cherche mille explications absurdes, dignes d'astrologues ou de campagnards superstitieux.

C'est qu'un facteur, dont sans doute l'importance avait été mal prévue, est entré en ligne : plus le capitalisme doute de lui-même et plus il est habile à tromper sur sa propre nature. Au temps où le travailleur ne lisait guère le journal, ne connaissait du monde que ce que lui dictait sa conscience de classe et le contact du patron à l'atelier, il ne risquait pas de « perdre la boule ». Il pouvait être illettré, il pouvait être apathique. Mais, quand venait une journée révolutionnaire, son instinct ne le trompait pas. Aujourd'hui *L'Ami du Peuple* ou *L'Auto*, les actualités Pathé, la radio sont sa pâture, son opium de chaque jour (1). On le promène à Yokohama ou à New-York. mais ce qu'il gagne en espace, il le perd en profondeur. Le lent poison fait son œuvre. L'instinct de classe, surtout parmi la jeune génération, s'atrophie.

Le fascisme et la transformation du capitalisme

Dans l'élite ouvrière, un autre facteur, nouveau également sinon imprévu, a jeté la confusion : celui qu'on a baptisé « fascisme ». La vieille lutte entre Capital et Travail a pris soudain un aspect inédit, inconnu, redoutable : chemises noires et chemises brunes, voilà une garde-robe à laquelle le capitalisme ne nous avait pas accoutumés.

Le fascisme est apparu à beaucoup de camarades comme un simple phénomène de régression, comme une consolidation violente et durable de l'adversaire de classe, anéantissant les espoirs révolutionnaires pour de longues décades. Si bien qu'au plus fort de la crise mondiale, qui marque le glas du capitalisme ils ont cru au contraire à son renforcement.

Certes, du point de vue chronologique, le fascisme italien n'est à l'origine qu'une féroce répression antiouvrière, qu'une sorte de barrage sanglant opposé au flot montant de la révolution. Mais il est également, il est, aussitôt après, une tentative désespérée du capitalisme pour se transformer, pour chercher des « structures nouvelles », pour tenter de bâtir, à l'abri du barrage sanglant et en conservant ses privilèges, un système viable.

Marquer un avantage, puis jeter du lest, méthode dans laquelle excellent les gens d'affaires ! C'est le conseil que le Saint-Simonien Michel Chevalier donnait il y a longtemps à la bourgeoisie : élever les classes laborieuses à un meilleur sort, « après avoir rempli la périlleuse mission de les contenir dans l'ordre (2) ». C'est, plus récemment, la méthode si brillamment appliquée à l'Indochine. Premier acte : guillotine ; deuxième acte : programme de réformes.

La classe dominante, nous l'avons dit, a enfin compris que « cela va mal », que « cela ne peut pas durer ainsi ». Les vices du système ? Anarchie de la production et lutte de classes. Alors, contre le premier mal, on va essayer du capitalisme d'Etat, du capitalisme coordonné et dirigé. Suivant que la menace révolutionnaire sera plus ou moins forte, la pratique variera. Aux Etats-Unis, les chemises noires n'ont pas paru, jusqu'ici, nécessaires à Hoover, pour chambarder l'économie et la placer sous sa dictature. En Italie et en Allemagne, chez qui la révolution était ou est menaçante, la tentative de construction nouvelle s'abrite derrière la purge, la geôle et l'assassinat.

La lutte des classes, les conflits sociaux rendent

---

(1) Et Chapon voudrait que nous laissions au capitalisme le privilège du cinéma, de la radio, du sport, moyens culturels indignes sans doute du syndicalisme ! Pour ma modeste part, j'attends et je réclame le jour où chaque Bourse du Travail aura son écran et son stade, les C.G.T. leur poste émetteur.

(2) *Lettre sur l'Amérique du Nord*, 1836.

précaire la production ? Alors, on va essayer de la collaboraton des classes. Dans les pays où cette collaboration peut s'obtenir par la persuasion ou la corruption (Etats-Unis, France), inutile de recourir à d'autres expédients. En Italie, il a fallu l'imposer par la force ; et c'est le syndicalisme mussolinien (1).

Personne n'a plus mal compris le phénomène fasciste que la social-démocratie. Elle n'y a vu que dictature, que bruit de bottes, au vieux sens politicien de ces mots. Boncour a lancé son fameux « César d'opérette » et Blum aime à évoquer le fantôme du 2 décembre. Ces derniers avocats du démocratisme et du parlementarisme bourgeois ont été vraiment ébaubis par la forme ultime que prenait, sans leur permission, le capitalisme.

Ce qu'il y a de ridicule dans l'attitude actuelle des socialistes allemands, ce n'est certes pas — après avoir fait, par leurs renoncements successifs, la litière du fascisme — leur peu de goût à être purgés et égorgés. C'est la nature de leur riposte. Sont-ce leurs poitrines qu'ils opposent aux chemises brunes ? Ils ne songent pas à abréger, en prenant eux-mêmes le pouvoir, la dernière étape du capitalisme.

Non. Ils appellent à la rescousse la défroque de la bourgeoisie la plus vétuste. C'est à un maréchal de Guillaume II qu'ils demandent aide et protection.

Pareil ridicule a couvert chez nous les socialistes lorsque, au cours de l'été 1930 , a failli éclater la guerre entre les impérialismes français et italien, lorsque Tardieu et Mussolini accumulaient troupes et tanks à la frontière des Alpes. Sus à tous les fascismes ! s'époumonnait à crier Renaudel. Et pour libérer l'Italie du « Duce », il se pendait aux basques de Weygand. Demain peut-être, c'est contre Hitler au pouvoir qu'on nous entraînera, au nom de la « liberté du monde ».

Ceux, qui sans aller jusque là, n'ont vu dans le fascisme que le renforcement du capitalisme, ont négligé son autre face. Celle-ci annonce que les temps sont proches. C'est la socialisation de la production que le capitalisme d'état annonce, prépare, rend possible. C'est la grande peur de la bourgeoisie que révèle la répression. Les antagonismes de classe portés à leur maximum d'acuité, comme c'est le cas aujourd'hui en Allemagne. L'apparition du fascisme est le signe qu'une situation révolutionnaire est ouverte : il ne s'agit plus que d'une lutte de vitesse entre les deux adversaires. Et si, par malheur, le fascisme l'emporte, ce que la classe ouvrière doit empêcher à tout prix, certes la destruction des organisations prolétariennes s'ensuit. Mais c'est aussi le plus fragile, le plus éphémère des triomphes : dans le barrage sanglant, des craquements sinistres ne tardent pas à se faire entendre.

Il est une autre confusion, celle-là plus meurtrière. Si le phénomène fasciste n'est pas qu'une régression, diantre ! il n'est pas non plus, comme il en affiche la prétention, une *révolution*. Et pourtant, il est des prolétaires authentiques qui le croient dur comme fer. Avec quelle habileté les chevaliers du faisceau et de la croix gammée n'ont-ils pas, pour se créer une base sociale, une clientèle, pour entraîner une fraction de la petite bourgeoisie et du prolétariat, inventé toute une phraséologie, tout un attirail révolutionnaires ! Mise en scène qui inquiète parfois les bailleurs de fonds. Mais on a vite fait de leur en expliquer l'utilité.

C'est à la petite bourgeoisie, c'est aux prolétaires victimes de la crise que s'adresse Mussolini, lorsqu'il tient ce langage anticapitaliste :

> Nous devons nous résoudre à reconnaître que quelque chose est *déréglé... La machine est trop rapiécée et elle a trop besoin de réparations pour pouvoir durer bien longtemps...* Nous ne sommes pas capables de contrôler cette production de manière que l'ensemble de la société en retire un avantage *et non un fardeau pénible...* Le problème sera de trouver un meilleur moyen pour que toute la société récolte les fruits que la science du XX[e] siècle a mis à notre portée. (1)

Et, pour rassurer les hommes d'argent, démentir l'anticapitalisme qu'on lui prête, Hitler déclare : « Il y a un capitalisme sain et productif ; *nous le protégerons et l'encouragerons* » (2).

Tous deux disent une partie de la vérité : l'évasion *capitaliste* du capitalisme, telle est sans doute la meilleure définition, ou tout au moins la prétention du fascisme. Mais c'est vouloir résoudre la quadrature du cercle.

Flirt du fascisme et du "communisme"

Encore une autre raison de notre désarroi : le flirt qui s'est établi en permanence entre fascisme et communisme ! des milliers d'ouvriers révolutionnaires pourrissent dans les geôles mussoliniennes et les deux régimes que sépare une mer de sang se font réciproquement des visites de politesse, se prêtent des techniciens, brocantent ensemble ! En Allemagne, chemises rouges et chemises brunes s'entretuent chaque jour et déposent, lors de tel plébiscite fameux, le même bulletin dans l'urne ? Qui perd la boule, eux ou nous ?

Et pourtant, en laissant de côté certaines raisons de rapprochement commercial, quoi d'étonnant à ce que les deux régimes se découvrent des traits communs ?

L'un d'eux n'est-il pas la dernière étape du capitalisme et l'autre la première étape vers le socialisme ? Capitalisme d'Etat, tous deux ; dictature d'un parti, tous deux. Ce n'est que le jour où la classe ouvrière russe aura rejeté ses tuteurs, se sentira en mesure de conduire elle-même ses destinées, que cessera l'équivoque ressemblance.

Mais, ce jour est long à venir. Et nous verrions, dès aujourd'hui, plus clair, si nous savions qu'il se rapproche, si nous étions sûrs que demain, après l'inévitable transition, les travailleurs russes seront enfin leurs maîtres...

---

(1) C'est en ces termes que le saint-Simonisme, dont le fascisme peut se revendiquer à plus d'un titre, préconisait, sous la plume de Michel Chevalier, la collaboration des classes : « Les associations d'ouvriers se formeraient en grand nombre sur des bases solides et *sans que le gouvernement puisse en prendre ombrage* si elles se constituaient *sous les auspices des chefs d'industrie.* » Et il opinait pour une hiérarchie toute fasciste : « Lorsque deux forces concourent à une œuvre, il est indispensable *que l'une des deux soit instituée la directrice* ». (*Lettres sur l'organisation du Travail*, 1848.)

(1) Déclaration de Mussolini à l'*Agence Economique et Financière* (15 février).

(2 Déclaration du Dr Schulz, agent d'Hitler à Paris, à l'*Information* (6 mars).

Flirt du capitalisme et du "socialisme"

Les réformistes et social-démocrates déclament beaucoup — plutôt qu'ils ne luttent — contre les « structures nouvelles » du fascisme. Mais ils sont au service de la bourgeoisie lorsque celle-ci, dans d'autres pays, édifie les mêmes structures, par des procédés moins voyants.

C'est ainsi que les cartels et trusts, que le réseau enchevêtré des ententes industrielles internationales par lesquelles le grand patronat essaye à la fois d'organiser sa production et de consolider son règne, ont toute leur sympathie.

Et, à leur suite, d'innombrables travailleurs attendent je ne sais quoi de tel ou tel « modus vivendi » entre seigneurs de la fonte et de l'électricité.

Ainsi, la crise mondiale, au lieu de les déterminer à donner à l'adversaire le coup de grâce, les aura entraînés à prolonger celui-ci. Assis gravement autour du tapis vert d'une commission, ils auront examiné comment tels ou tels magnats peuvent, par une restriction systématique de la production, un savant partage de leur proie, un relèvement artificiel des prix de vente, associer leurs rivalités hier meurtrières et asseoir plus solidement leur domination de classe.

Au moment d'atteindre le but, ils auront préféré « accorder uu sursis » au capitalisme, sous prétexte de se donner le temps nécessaire pour préparer leur prise de pouvoir. Plutôt que de couler définitivement le vieux bateau, ils auront trimé à en boucher les trous. Quel manque de confiance dans leur propre embarcation ! On aura vu le patronat tenir à ses exploités, par la bouche d'un Delaisi, ce langage digne de Machiavel :

— Oui, nous sommes foutus... Nous l'avouons... Mais, chers successeurs, accordez-nous un quart d'heure de grâce, afin que nous vous laissions une maison en ordre !

Et ce quart d'heure de grâce, c'est tout simplement la « reprise des affaires » par la « mise en valeur » des Balkans (1).

La misère du chômage, loin de pousser les travailleurs à détruire un régime dont le couronnement est le chômage universel, les aura conduits à favoriser les combinaisons patronales, sous le prétexte précisément de remédier au chômage. Si bien que ces fameux projets de travaux publics internationaux, sont recommandés à la fois par la C.G.T. comme une panacée humanitaire et par le grand patronat comme destinés plus simplement à réaliser « une étroite liaison de certains intérêts nationaux et européens ». (2).

Enfin la crainte de la guerre, de cette guerre qui est l'aboutissement fatal du régime, aura poussé les travailleurs, non pas à la révolte, mais à la collaboration avec leurs exploiteurs. C'est au nom de la paix que les chefs réformistes ont encensé le pacte de l'Acier et béni tous les mariages entre magnats.

C'est au plus fort de la crise mondiale que le vieux renégat, mort hier, aura connu dans les rangs de la classe ouvrière un incroyable prestige. Qu'avons-nous fait pour dégonfler la fausse idole ? Quelle propagande, quelles brochures ? (1).

Dans leur candeur naïve, les travailleurs ont cru à ce langage pacifiste, nécessaire au capitalisme pour leur faire accepter les budgets de guerre ; à cette paix provisoire par laquelle l'exploiteur tente d'organiser internationalement son anarchie.

La tendance du régime qui conduit à la guerre et parle de la guerre les a aveuglés sur celle qui bêle la paix. Briand, marionnette au rancart, disparaît au son du canon de Changhaï.

Se faire les "successeurs"

Ainsi, simultanément, à l'heure où le moindre faux-pas, la moindre hésitation, la moindre déviation, étaient impardonnables, où cent années d'expérience et de luttes devaient permettre aux travailleurs de réaliser leurs destinées, toutes les formes de l'action ouvrière semblent faire faillite.

C'est la social-démocratie, occupée à défendre avec un entêtement puéril, les vieux mythes de la décadence bourgeoise : démocratie et parlement cherchant maladroitement à sauver un système qui craque de toutes parts, soutenant un clan de l'adversaire contre un autre.

C'est la patrie prolétarienne recroquevillée sur elle-même, peureusement, frileusement, absorbée dans un immense labeur technique, d'ailleurs étroitement liée par un enchevêtrement de crédits au système défaillant et signant, de droite et de gauche, des pactes de « co-existence pacifique » avec un adversaire dont l'existence même est en jeu.

Et, c'est dans les pays où son action propre a su se distinguer de celle des partis politiques, ce vieux syndicalisme ramené par ses divisions à un demi-siècle en arrière, incapable de « penser » la crise mondiale, quand il lui faut d'abord recommencer par le commencement, tenter de recoller ses débris, quand il n'est même pas en mesure de défendre son pain quotidien, de faire respecter les lois sociales par lui conquises.

Et pourtant, dans le « chaos » que redoute Caillaux, c'est le syndicalisme seul qui reste indispensable, qui se doit de demeurer debout, puisqu'avant d'être une idéologie, il est une *organisation, le rassemblement des producteurs sur le terrain de la production, l'ordre en face du désordre.*

Certes la bourgeoisie ne se démettra pas d'elle-même. Aucune exhortation, si pathétique soit-elle, ne lui arrachera sa nuit du 4 août. Plus elle se sentira périssable, plus elle mettra d'acharnement à se défendre. Je la connais trop pour avoir là-dessus la moindre illusion. Mais je sais aussi qu'un syndicalisme fort l'obligerait aujourd'hui, dans son présent désarroi, à céder beaucoup de terrain.

S'il lui reste encore un peu d'espoir et beaucoup d'arrogance, c'est parce qu'en face d'elle, en face de son échec, elle ne sent rien.

Et cette puissance croissante du syndicalisme, Etat dans l'Etat, s'amplifiant chaque jour jusqu'à la pa-

(1) Voir l'article de Dumoulin sur le plan Delaisi dans le *Populaire* du 8 mars.

(2) Discours de Dalbouze, président du Syndicat des Industries Mécaniques (*Information* du 26 février).

(1) Le *Peuple* du 10 mars ose écrire : « La vie de Briand est pour nous un grand exemple ». Le cœur se soulève. Camarades qui *savez,* direz-vous enfin les dessous de ce briandisme ? Il y a des abcès qu'il faut crever.

ralysie de la production, jusqu'au dénouement révolutionnaire, ce serait la meilleure des révolutions, celle qui éviterait le hiatus, l'arrêt prolongé du mécanisme, assurerait la continuité technique, dispenserait de passer par la fourche caudine des dictateurs intellectuels.

Depuis un certain nombre d'années, on a beaucoup parlé de prise de pouvoir. On a refait, verbalement, beaucoup d'octobres. Et de bons camarades, justement fatigués d'entendre vendre la peau de l'ours, ont fini par réagir, par ne plus vouloir s'occuper que de défense corporative.

C'est l'excès contraire. Sans se targuer de prendre le palais d'hiver, être prêt à recueillir la succession serait déjà quelque chose. Le jour où les militants ouvriers feront figure de successeurs, la révolution sera aux trois quarts faite. (1)

Et cette révolution présuppose, avant la réalisation intégrale de tel ou tel idéal, la solution d'un problème étroit, précis, purement matériel.

Les moyens de production dont les hommes s'étaient contentés pendant cinq mille ans leur ont, il y a juste un siècle, tout à coup paru insuffisants. Et, en l'espace de cent années, ils ont déchaîné des forces productives formidables. Ces forces nous asserviront-elles, nous ramèneront-elles au « chaos », à une guerre destructrice ou parviendrons-nous à les organiser ? Périrons-nous de ces richesses ou saurons-nous enfin les répartir ?

Or, pour organiser le chaos, je n'aperçois, — après abolition du profit capitaliste, — que deux alternatives : ou bien la discipline librement consentie des producteurs, ou bien la dictature de quelques intellectuels.

Ceux d'entre nous qui observent sans indulgence l'effort de nos camarades russes auraient davantage le droit de critique, si, à la domination d'une bureaucratie toute puissante, ils pouvaient opposer l'exemple d'un syndicalisme puissant.

C'est pourtant l'heure du choix :

Ou le syndicalisme se ressaisira, sera en mesure de produire et de répartir lui-même cette richesse qu'on détruit aujourd'hui, qu'on brûle et qu'on jette à la mer, fournira les cadres, la structure même de l'économie de demain, ou ce seront quelques intellectuels.

Je ne veux pas de la dictature des intellectuels. Mais je veux encore moins du chaos.

Il ne s'agit plus seulement aujourd'hui de recoller des débris d'organisations, de résister à des diminutions de salaires, mais d'avoir une mentalité de *successeurs*.

Telle devrait être, sans doute, pour des syndicalistes, la leçon de la crise mondiale.

D. GUERIN.

L' « autocritique » du Parti Communiste

« Nous demandons de ne choisir, pour la conférence régionale comme pour le congrès du parti que des camarades qui défendent SANS RESERVES la politique du parti. »
(Humanité) **Semard.**

(1) Quelle place a tenue le programme de « Succession » dans les débats du dernier Congrès de la C.G.T. ? Une simple résolution, pour la forme.

IMPRESSIONS DU JAPON

UN REGIME « PATRIARCAL » QUI FAIT L'AFFAIRE DU CAPITALISME

L'auteur de cet article, notre camarade Fimmen, secrétaire de la Fédération internationale des Travailleurs des Transports, revient d'un voyage en Extrême-Orient où il a essayé de nouer des liens avec les différents syndicats d'ouvriers des Transports de cette région. Il passa, à cette occasion, cinq semaines au Japon.

Le Japon est, à beaucoup d'égards, assez différent de ce que les travailleurs européens s'imaginent. En ce qui concerne la civilisation matérielle, il y a probablement peu de pays européens qui le dépassent. Les Japonais sont propres, corrects, et ont bon aspect, en dépit des nombreux agents de police qui, avec leur exhibition de bâtons et de revolvers, feraient croire que les gens sont prêts à voler, se battre et vous tuer au coin de chaque rue.

Mais on a l'impression que, tout en posant pour un Etat moderne, le Japon est un Etat d'ancien régime, constitué et gouverné à la manière de la Russie d'il y a cinquante ans — par la force brutale, avec une police toute puissante.

Charité sociale

En ce qui concerne les conditions du travail, mon impression est qu'en général elles ne sont pas aussi mauvaises qu'on croit qu'elles le sont dans les pays d'Extrême-Orient. Elles sont néanmoins très inférieures à celles des pays les plus « avancés » et les plus « modernes » d'Europe.

En dehors des services publics, municipaux ou d'Etat, la journée de travail y est, en règle générale, beaucoup plus longue, et les salaires beaucoup plus bas. Il n'existe pratiquement pas de lois sociales, bien que quelques essais d'œuvres sociales aient été tentés, et non sans succès, mais la base de ces œuvres est patriarcale ; c'est une sorte de charité gouvernementale. Les travailleurs n'y ont aucun droit ; elles reposent sur un système de bienveillance paternelle de la part de l'Etat ou des patrons à l'égard des ouvriers, le gouvernement ou les patrons étant le « père » tout-puissant, et les travailleurs les enfants obéissants et reconnaissants.

Pas de maisons ouvrières, malgré leur nourriture et leur loyer bon marché, pas de bains publics, pas d'écoles gratuites, ou toutes choses semblables, qui puissent compenser des salaires trop bas, qui ne peuvent permettre d'acheter le nécessaire pour le travailleur et sa famille. Pas de bureaux de placement qui puissent supprimer ou amoindrir le chômage, ni remplacer une législation garantissant aux chômeurs le paiement d'une indemnité. Pas d'hôpitaux, pas d'assistance médicale gratuite, qui puisse cacher le fait qu'il n'existe pas d'assurance contre la maladie au Japon.

L'astuce patronale

La classe dirigeante du Japon est, à mon avis, la plus astucieuse qui soit. Profitant de la faiblesse relative de la classe ouvrière japonaise, elle est parvenue à empêcher toute grande action de masse des travailleurs, sur le terrain économique, en maintenant des conditions de travail qui empêchent l'ouvrier de voir clairement son intérêt, et qui sont aussi différentes que possibles les unes des autres. Il y a des cas où ce que touche au total un ouvrier est peut-être à peu près acceptable, mais cela est constitué par un salaire proprement dit qui est très bas, auquel s'ajoute toute une série de boni et de gratifications qui sont attribués pour le zèle, la bonne conduite, et toutes choses semblables prouvant que l'ouvrier en question est un bon et utile citoyen, craignant les lois.

Par ce procédé les patrons japonais obtiennent de leurs ouvriers autant de travail et de dépense d'énergie, — donc de profit — qu'il est possible, et cela aussi longtemps qu'ils ont besoin d'eux ; après, ils les abandonnent à la charité, officielle ou non officielle.

Le coup de la « tradition »

Comme je parlais un jour de ces choses avec un haut-fonctionnaire du gouvernement, et que je lui exprimais sans ambages mon opinion, celui-ci ne nia point les faits, mais il allégua comme excuse qu'il était très difficile au Japon de modifier les antiques traditions. Ce n'est pas là une excuse ; au contraire ! Je ne sais s'il est plus difficile de changer les traditions au Japon qu'ailleurs, mais ce que je sais c'est que dans un nombre relativement faible d'années, le Capitalisme et ses représentants, soutenus moralement et financièrement par tous les gouvernements japonais successifs, ont changé de la manière la plus radicale toutes les traditions japonaises, en ce qui concerne les modes de production. Lorsqu'il y a la volonté, il est donc très facile de changer les traditions.

Mais il n'y a naturellement pas la volonté de changer des traditions qui sont profitables aux capitalistes. Et de même que de semblables traditions n'ont été changées en d'autres pays que du fait de la puissance grandissante du mouvement ouvrier en général et du mouvement syndical en particulier, de même, au Japon, la difficulté de changer les traditions disparaîtra aussitôt que les travailleurs japonais seront à même, par la force de leur organisation syndicale, de faire pression sur le patronat et sur l'Etat.

L'unité nécessaire

Je ne sais si ce moment est proche ou éloigné. La réponse dépend du futur développement du mouvement syndical japonais dans le proche avenir. J'ai été frappé par le fait que plusieurs dizaines de mille d'ouvriers japonais sont déjà syndicalement organisés. J'ai été également frappé de leur belle conscience de classe et de leur esprit de fraternité internationale. Mais leur puissance est bien moindre que ce qu'elle pourrait être, du fait qu'ils sont divisés, dans chaque profession, en une demie-douzaine, ou plus, de syndicats séparés, appartenant à des centrales différentes, qui s'ignorent, ou même, souvent, se combattent.

Une telle situation est déplorable. Elle prive le mouvement syndical de toute force et permet ainsi au patronat de maintenir sous sa griffe la classe ouvrière japonaise.

Le « Club ouvrier » qui vient de naître, l'année dernière, et qui se donne pour tâche de réunir les différentes organisations ouvrières, est l'indication que la nécessité d'une plus étroite coopération commence à se faire sentir. C'est un premier pas sur le chemin d'une unité complète ; l'avenir de la classe ouvrière japonaise dépend de la réalisation de son unité.

EDO FIMMEN.

La lutte contre la guerre au Japon

D'après le New Leader *de New-York, une certaine résistance à la guerre aurait eu lieu au Japon.*

Des ouvriers et des étudiants ont manifesté à Tokyo et à Osaka devant les banques Mitsui. Celles-ci sont les grandes puissances financières du Japon, et les principales intéressées à la conquête de la Mandchourie.

D'autre part un grand nombre de leaders ouvriers ont été arrêtés, notamment le camarade Kagawa, leader de la grande grève des chantiers navals de Kobé en 1921, fondateur de la ligue des paysans et de plusieurs syndicats ouvriers.

D'autres camarades, dont un député de l'ancienne Diète, Oyoma, ont disparu. On suppose qu'eux aussi sont en prison.

Barbarie et héroïsme

Shanghaï, 3 mars 1932.

Les troupes japonaises allumèrent d'immenses incendies en occupant Chapei, et à 2 heures, ce matin, on estimait que le brasier couvrait dix kilomètres carrés du territoire nouvellement occupé.

***

Les observateurs militaires étrangers rapportent que les troupes japonaises en avançant sur Chapei maintinrent un violent feu de mitrailleuses sur des milliers de non-combattants, hommes, femmes et enfants, fauchant des groupes entiers de ceux qui essayaient de s'échapper de la zone assiégée.

***

La nuit dernière les forts et le village de Woosung étaient encore entre les mains de la 20e brigade de la 61e division de la 19e armée chinoise.

En dépit des ordres pressants de battre en retraite, les soldats et officiers de cette brigade préférèrent rester en place bien que les autres troupes chinoises aient évacué tout le pays environnant.

Ils sont maintenant entièrement encerclés, mais ils continuent à opposer, sous le commandement du général Yung Chiaohuan, une vigoureuse résistance aux tentatives répétées faites par les Japonais pour traverser la crique de Woosung et occuper les ruines de ce village.

Edgar SNOW,
(envoyé spécial du *Daily Herald*).

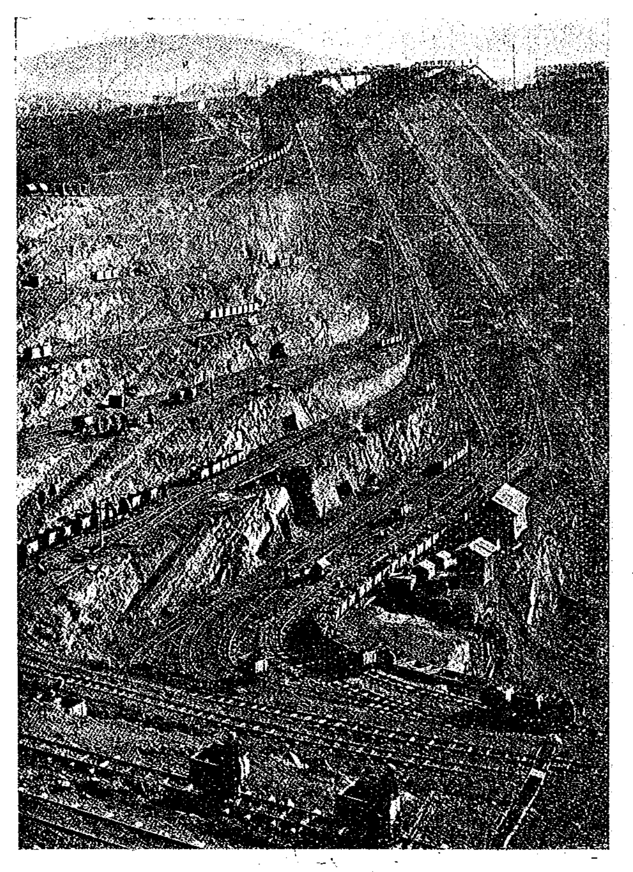
L'impérialisme Japonais

Ces deux photographies représentent l'objet de l'impérialisme japonais en Mandchourie.

La Mandchourie possède, près de Moukden, d'importants gisements de charbon. La puissance totale des couches y atteint 120 mètres, et, ainsi que le montre la photo ci-contre, le charbon y étant à très faible profondeur, peut être exploité à ciel ouvert. Enfin ce charbon est d'autant plus intéressant pour le Japon que c'est de l'anthracite, et que le Japon, pauvre d'une manière générale en charbon, est complètement dépourvu d'anthracite.

Mais les richesses naturelles ne sont rien, ne sont d'aucun profit pour les capitalistes, s'il n'y a pas de bras pour les exploiter. La seconde photographie qui montre la foule des immigrants chinois débarqués à Dairen, port d'où le chemin de fer sud-mandchourien les répartira à travers la Mandchourie indique que les bras ne manqueront pas au capitalisme japonais.

Pour compléter l'ensemble des visées japonaises il faudrait une photo des gisements de fer situés le long du Yang-Tsé, le Yang-Tsé que commande Shanghaï. Gisements qui comptent parmi les plus importants du monde, et que le Japon convoite encore plus que le charbon, car s'il a peu de charbon, il n'a pas du tout de minerai de fer, et sans fer, pas plus que sans charbon, il n'est pas de grande puissance économique possible.



Les mines de Fushien

Immigrants chinois attendant la visite sanitaire à Dairen

LA VIE ET LA MORT DU COMITÉ DES 22

Une lettre de Piquemal

La lettre de PIQUEMAL

Dans la Révolution Prolétarienne *de décembre* 1931, *Monatte déroule, un peu à sa façon, le film historique du « Comité des* 22 *». Il y a une grande part de vérité dans sa relation. Mais on y relève aussi de lourdes erreurs et ses déductions ne portent pas toujours la marque de l'objectivité. Pour dégager le tiers confédéré et le tiers unitaire, il charge la Fédération autonome. Tout cela appelle une mise au point. Faisons-la sans aigreur. Il ne s'agit pas de se jeter réciproquement la vaisselle à la tête une fois l'échec consommé. Il faut raisonner sans passion et faire apparaître les véritables causes de l'insuccès ; non pas pour trouver des boucs émissaires, mais pour en tirer les enseignements utiles.*

D'ABORD QUELQUES RECTIFICATIONS OU EXPLICATIONS INDISPENSABLES

Monatte, en fouillant dans les origines du Comité des 22, cherche et trouve deux pères spirituels. Il ne s'agit pas de contester à ces derniers leur initiative et leur mérite, ni de revendiquer des droits d'auteur au profit de qui que ce soit. Mais la simple vérité exige une rectification.

L'idée du Comité de militants est née le 29 août 1930 au cours d'une conversation tenue au restaurant de la rue de Maubeuge entre militants des Indirectes et deux rédacteurs de Monde *: Desphilippon et Rossi. Le point de départ est là. Tout ce qui a été fait après n'est qu'une application de l'idée-mère.*

Monatte relève, parmi les causes de l'insuccès, la non désignation des « pèlerins » à la propagande. Il donne à entendre que c'est le tiers autonome qui s'est opposé à l'affectation de Dumoulin à ce poste par parti-pris ou par défiance contre ce militant.

La vérité est toute autre.

D'abord le « Comité des 22 » n'avait pas les moyens financiers d'entretenir un ou plusieurs délégués à la propagande. Au surplus il n'a jamais été fait de proposition ferme dans l'objet. Il en a été simplement question.

Ensuite, si l'on n'a pas poussé pour cette désignation, c'est afin de ne pas laisser s'accréditer l'opinion que le « Comité des 22 » se ramenait à une seule personnalité faisant prédominer sa tendance. Il y avait déjà, dans les milieux syndicalistes, une propension très marquée à personnifier le comité par deux ou trois têtes. Et cette personnification, davantage concentrée, aurait éloigné certains concours et nui à l'amplitude du mouvement. Voilà à quoi se ramènent les préventions et oppositions que nous prête Monatte. Il n'y a jamais eu de veto de la part du tiers autonome.

*Monatte s'arme du compte-rendu de l'*Humanité *sur le dernier Congrès de la F.A. pour m'attribuer le lâchage de la Charte d'Amiens. Il cite un membre de phrase, mais le rédacteur, volontairement ou non, a laissé au bout de sa plume l'essentiel. Pour s'en convaincre, Monatte n'a qu'à se reporter à la relation publiée par le* Fonctionnaire Syndicaliste.

J'ai, en effet, déclaré que les évènements nous avaient mis d'accord sur la Charte d'Amiens en ce sens qu'ils ont repoussé au second plan les questions de doctrine en nous imposant la discusison des moyens de défense immédiate. Et j'ai ajouté : faire face d'abord et nous philosopherons ensuite.

Je ne jette pas la Charte d'Amiens par-dessus bord. Je reste fidèle à ses principes directeurs : lutte de classes et indépendance du syndicalisme. La dite charte a besoin d'un remaniement. Mais ses deux piliers doivent subsister sans déformation pour les besoins des diverses causes. Notre groupement propose, pour sa part les accords circonstanciels ; il revendique l'entière liberté d'opinion ainsi que le libre jeu de la démocratie syndicale.

Monatte me fait grief d'avoir, dans un article, révélé qu'il était l'auteur de la motion adoptée par le Comité après le Congrès de Japy. En voilà un crime !

Rentrant de congé de maladie, je trouve sur ma table une convocation pour le soir même. J'y cours et me voilà en présence d'une motion Monatte. Je n'avais pas assisté aux discussions antérieures. Je la juge amère. Elle passe mal. Finalement je me résigne à l'avaler pour ne pas démolir le Comité.

Pour avoir rappelé cela, me voilà désigné comme l'auteur de « fuites ».

Le Comité de propagande était donc un Comité secret! *Une de ses faiblesses a été justement de procéder à « l'étouffée ». Il n'y a eu ni procès-verbaux, ni comptes-rendus de ses délibérations. On s'étonne après cela que son action n'ait eu qu'un rayonnement restreint...*

Monatte prétend que j'ai annoncé prématurément le décès du « Comité des 22 » au Congrès de la F.A. J'aurais ainsi précipité sa fin. Mais huit jours auparavant un militant du tiers confédéré faisait savoir, dans le Populiare, *que la Fédération autonome avait la mort du Comité sur la conscience. Nous l'avions tué, écrivait-il !*

Pourquoi faire mystère de ce qui était ? Si je n'en avais rien dit, ceux qui savaient n'auraient pas manqué de déclarer que je cachais la vérité pour les besoins de la cause.

A la suite de la réunion du 20 *novembre, au cours de laquelle le tiers confédéré et le tiers unitaire avaient refusé de revenir à la position initiale, le « Comité des 22 » était mort et bien mort. On devait se réunir à quinzaine pour dresser l'acte mortuaire et envisager la possibilité d'un groupement autour du* Cri du Peuple, *avec un objectif plus limité. Mais, en fait, l'organisme constitué le* 9 *novembre* 1930 *n'existait plus. C'était mon devoir, en tant que rapporteur sur la question de l'Unité, d'en informer les délégués. Je les aurais trompés en le leur laissant ignorer. Ils auraient été fondés à me reprocher de leur avoir caché une des donnés les plus importantes du problème.*

LE BILAN

Je déclare avec Monatte que le « Comité des 22 » tout en n'ayant pas réussi, n'a pas non plus complètement échoué. Il a réveillé l'idée d'unité qui s'était assoupie. En ce moment elle est dans l'air. Où se posera-t-elle ? N'aurait-il fait que lancer ce grand courant, cela met quelque chose à son actif. De toutes les tentatives de rapprochement qui ont été faites depuis la scission, celle des « 22 » est la plus sérieuse, celle qui a poussé le plus loin. Et j'ajoute que sans le concours de Dumoulin, de Digat et de Marthe Pichorel, elle n'aurait eu qu'un faible écho dans les milieux confédérés. Ils ont ouvert des portes qui étaient restées, jusqu'à ce jour, obstinément fermées. Ils ont osé se dresser contre l'omnipotence de l'appareil dirigeant de la G. G. T. ; c'est une justice à leur rendre.

LES RAISONS DE L'INSUCCÈS

Monatte en découvre plusieurs ; si nous nous rejoignons sur certaines d'entre elles, j'estime, par contre, que d'autres ont une valeur des plus contestables.

Il est dans le vrai lorsqu'il fait état de la faiblesse des moyens employés, du manque d'organisation et lorsqu'il rappelle les fautes de tactique. A la conférence du 28 juin nous avions essayé de remédier à cela en dressant un plan de travail. Mais Japy a passé par là et le tout est resté en projet.

Je suis également d'accord avec Monatte lorsqu'il impûte une grosse part de l'échec, à l'opposition féroce ainsi qu'aux manœuvres des appareils des deux centrales. L'armée des permanents ne veut pas de l'Unité qui réduirait la bureaucratie de 50 %.

Mais je proteste lorsque Monatte, à force de vouloir trop prouver, en arrive à poser le point d'interrogation sur le désir d'unité du tiers autonome. Ceux qui sont à l'origine du « Comité des 22 » ne permettront pas qu'on suspecte leur bonne foi pas plus qu'ils ne se laisseront aller à mettre en doute celle des deux autres tiers. Ils se sont donnés à la cause de l'Unité avec conviction, j'ajoute avec enthousiasme. Tandis que Monatte, en vieux routier qu'il est a été dur au démarrage. Il le reconnaît lui-même en s'attribuant, au départ, la lenteur d'un territorial de la réserve.

Nous avons marché sans réticence, sans arrière-pensée. Rien n'autorise Monatte à exprimer des doutes sur notre sincérité. Avant de glisser dans son article de tels sous-entendus, il aurait dû fouiller plus profondément dans ses souvenirs de douze mois et dans la vie du « Comité des 22 ». Notre contribution à la campagne égale, pour le moins, la sienne.

Monatte découvre, une fois la rupture consommée, que notre conception de l'Unité n'était pas la sienne ni celle des tiers confédéré et unitaire. Il fallait le dire au moment de la mise en marche, avant de s'engager à fond.

Les membres du Comité venaient des quatre coins de l'horizon syndical. Ils se sont fait des concessions réciproques dans le but de faciliter le rapprochement. De cet ensemble de concessions est sortie une conception moyenne et commune de l'unité concrétisée dans les manifestes des 9 novembre, 11 janvier et 28 juin. Pour notre part, nous n'y ajoutons rien, nous ne retranchons rien. Nous restons fidèles au texte et à l'esprit de ces déclarations. Nous ne renions pas notre signature.

Pourquoi, dans ces conditions, tenter de nous opposer les uns aux autres ; pourquoi avancer que nous préférons le plumet révolutionnaire à l'unité elle-même ?

Monatte est pour l'unité tout court, unité à laquelle il attribue toutes les vertus.

Nous, nous prétendons que l'unité dans l'immobilité et l'assoupissement, çà ne peut rien donner.

Mais le « Comité des 22 » avait tranché en donnant à l'unité, comme objectif essentiel, le redressement du syndicalisme et comme programme, une action revendicative. Ce n'était donc pas l'Unité pour l'Unité.

Lorsque Monatte prétend que je reste figé sur la formule du congrès de fusion, je lui réponds que je me tiens dans les buts fixés par le « Comité des 22 ».

Le congrès de fusion, tel que nous l'avions conçu, permet, seul, le redressement du syndicalisme et le recrutement massif parmi les inorganisés. Ce redressement et ce recrutement ne peuvent se faire ni dans la C.G.T. ni dans la C.G.T.U., toutes deux également démonétisées. Alors, fondons le tout ensemble et fabriquons du neuf.

C'est ce que nous avions compris en lançant la formule de la C.G.T. unique.

Renversant les rôles, Monatte nous retourne très habilement l'image de Guilbot. C'est nous qui avons eu peur du mal de mer. Préférant la petite vie tranquille à la lutte, nous n'aurions pas osé monter à l'abordage de la Fédération générale des Fonctionnaires laquelle nous proposait, paraît-il, ce qu'il y avait de mieux, y compris l'abandon des conditions.

En fait de tranquillité les fonctionnaires autonomes ont eu les assommades de la police ou les révocations. La tranquillité on la trouve au contraire dans ce grand corps mou et flasque qui a son siège rue de Poitiers.

Les conditions ne figuraient déjà plus dans les propositions qui nous furent faites en 1930.

Puis, le problème de l'Unité, tel que nous l'avions compris au « Comité des 22 » ne revenait pas à faire la conquête de la Fédération générale des Fonctionnaires. C'était une question de confédération et non de fédération qui se posait. L'Unité corporative, sans l'unité générale, ça ne fait qu'augmenter la confusion et le gâchis.

Ce ne sont pas ceux qui continuent, qui sont atteints du mal de mer. Embarqués sur la même galère que les autonomes, les unitaires et les confédérés sont désarçonnés au premier écueil. Au lieu de persister dans le long voyage, ils virent de bord en jetant à la mer le gros de la cargaison. Les confédérés votent le rapport moral, font crédit à la politique de collaboration et de présence et balancent le congrès de fusion. Après avoir demandé à tous les syndiqués de rester dans leurs organisations respectives, ils les appellent à la C.G.T. Que reste-t-il après cela du chargement embarqué ? Et les unitaires, qui avaient la charge de ramer tout au moins jusqu'à Magic-City avec la cargaison intégrale, sèment l'essentiel en route. Les remous de Japy ont désemparé les deux tiers de l'équipage. Et c'est au tiers qui tient bon que Monatte donne le mal de mer !...

Voyons, Monatte, soyons sérieux !...

LE COUP DE JAPY

Le coup qui a fait trébucher le « Comité des 22 » a été porté à Japy.

La suprême habileté de l'appareil dirigeant de la rue Lafayette a consisté à lancer le filet sur le tiers confédéré. Ce dernier a été pris dans un mouvement de séance et emporté dans le tourbillon d'une motion d'unanimité. Il a été victime d'un de ces impondérables qui prennent au dépourvu les plus solides et, parfois, les font rouler. La vague de sentimentalisme, lancée au bon moment, a submergé la plate-forme des « 22 ». Dès l'instant que nos camarades confédérés se ralliaient à l'unité dans la C.G.T. par voie d'absorption de tout ce qui est en dehors, ç'en était fait du Comité de Propagande.

Il ne lui restait plus qu'à désavouer le tiers confédéré, ce qui entraînait la rupture, ou à se désavouer lui-même en l'approuvant. Dans ce cas son crédit sombrait.

Touché à mort, il s'est traîné péniblement jusqu'à Magic-City, où le sectarisme et l'aveuglement d'un autre appareil, ont achevé de consommer sa ruine.

De tout cela, je ne veux, pour ma part, retenir qu'une chose : quand on s'est fixé une ligne, après mûre réflexion, il faut s'y tenir. Si le « Comité des 22 » avait continué avec toutes ses forces sur le programme initial, il serait déjà loin, sur la longue route conduisant à l'Unité. Qu'importaient les votes de congrès. Ce qui comptait c'était le gain moral, c'était la progression de l'idée. Elle avançait à grands pas. Ses progrès nous avaient surpris. A présent elle piétine et perd de sa vitesse acquise.

On nous représente la gauche de la C.G.T., comme la seule voie de salut. Et la voilà décapitée du fait de l'aiguillage de son chef sur la voie parlementaire. Au surplus, combien faudra-t-il de temps pour amener cette centrale, si lente à évoluer, du stade radical au stade de la lutte de classes ?

On s'étonne que la classe ouvrière soit gagnée par une crise de désaffection envers les organisations syndicales. Comment en être surpris puisque les déclarations signées par des militants n'ont pas plus de valeur que les professions de foi électorales de politiciens ? Il faut s'adapter, me dit-on, lorsque surgit un fait nouveau. C'est toute la politique de Jouhaux et de Briand.

Ce dernier a voulu justifier tous ses abandons en se disant homme de réalisation. Ce n'est pas en pratiquant les tournants de la C.G.T.U. ou en prenant exemple sur les pirouettes des politiciens, que nous rétablirons la confiance.

Or, l'unité véritable est à ce prix. M. PIQUEMAL.

La réponse de MONATTE

Non, il ne s'agit pas de se lancer la vaisselle à la tête. Je ne l'ai d'ailleurs pas fait dans mon étude de décembre. Mais il ne devrait pas s'agir davantage de se lancer certaines choses qui blessent plus gravement, comme les comparaisons à Briand et à Jouhaux par lesquelles Piquemal termine sa prétendue mise au point.

Oui, soyons sérieux. Examinons une expérience assez riche en enseignements sans y mettre d'amour-propre personnel ni d'esprit de groupe. Je n'ai pas eu à me forcer pour le faire dans cet esprit. Mais je suis bien obligé de dire ce que je pense. Si j'ai mal vu, mal compris, ou tiré des déductions téméraires, et qu'on me le démontre, loin de me formaliser, je le reconnaitrais de bon cœur. Mais on ne m'a rien démontré du tout. Au contraire.

Rectifications qui méritent d'être rectifiées

Quels sont les pères « spirituels » du Comité des « 22 » ?

Selon Piquemal, la simple vérité exige d'enregistrer que la campagne des « 22 » est née le 29 août 1930, au cours d'une conversation dans un restaurant de la rue de Maubeuge entre deux rédacteurs de « Monde » et des militants des Indirectes. L'idée est née ce jour-là ; le point de départ est là ; tout ce qui a été fait après, assure Piquemal, n'est qu'une application de l'idée-mère.

Piquemal a-t-il oublié un dîner de juillet 1930 entre militants des Indirectes et plusieurs collaborateurs de la « Révolution Prolétarienne » ? Je n'avais pu assister à ce dîner, mais je sais qu'il y fut question d'une campagne en faveur de l'unité à entamer sitôt après les vacances.

Piquemal a-t-il oublié quelque chose d'un peu plus ancien encore ? Une conversation de plusieurs heures, qui eut lieu en mai 1930, au bureau même de la « Révolution Prolétarienne » ? Il y avait là Chambelland, Laplagne et lui, Piquemal.

En grimpant les cinq étages du 54 de la rue du Château-d'Eau, ce jour de mai 1930, Piquemal était assez sombre, paraît-il, et ne pensait pas du tout à une campagne d'unité. En les redescendant, il était joyeux et tout plein de cette campagne.

C'est là, c'est ce jour de mai 1930 qu'est née la fameuse idée-mère. Le point de départ est là, et pas ailleurs. Tout ce qui a été fait après n'a consisté qu'à donner une forme à l'idée.

Ce n'est pas très chic de l'avoir oublié ou de l'escamoter.

*
* *

La vérité exigerait encore de dire, parait-il, que ce n'est pas du côté autonome qu'est venue la non-désignation de « pélerins » à la propagande, à la veille des deux congrès confédéraux. Il n'aurait jamais été fait de proposition ferme.

Il me semble bien, au contraire, que Thévenon, au nom du Comité de la Loire, a fait cette proposition à la conférence du 22 juin 1931. Il n'y avait pas eu tellement de propositions pratiques que celle-là pût passer inaperçue. Cependant, le rapporteur, Piquemal lui-même, en répondant, n'y fit pas la moindre allusion.

J'en avais déduit que Piquemal y était opposé. Je ne m'étais pas trompé.

*
* *

Piquemal affirme qu'au dernier congrès des Fonctionnaires il n'a pas jeté par dessus bord la charte d'Amiens. L' « Humanité » n'a pas rapporté exactement ses paroles. Tant mieux !

Cependant, je n'en suis pas aussi sûr que lui-même. Il fait l'effet d'être sérieusement ballotté entre le syndicalisme révolutionnaire et le communisme le plus orthodoxe. Mais cela c'est une autre histoire ; j'ai trop à faire déjà dans cette réponse pour me laisser aller à l'ouvrir.

*
* *

J'ai fait grief à Piquemal, non pas seulement d'avoir révélé que j'étais l'auteur de la motion conciliatrice d'après Japy, mais surtout d'avoir affecté d'ignorer et de tenir comme sans valeur deux réunions du Comité auxquelles il n'avait pas assisté.

Comités secrets ? Allons, pas de grands mots ! Nos comités, sans être en rien des comités secrets, n'avaient pas à être ouverts à l'adversaire. Or, j'ai mal digéré certaines choses. Notamment, qu'après l'attaque violente menée par Boursicot contre le Comité des « 22 » au Congrès des Fonctionnaires de fin novembre 1930, Piquemal ait pu lui remettre le texte du projet de déclaration, établi par Francq et lui, qu'il devait nous lire le 10 janvier 1931, texte que publiait Boursicot dans l'organe des Indirectes comme arme contre les « 22 ». De novembre 1930 à novembre 1931, certains milieux adversaires ont été rudement bien renseignés sur nos histoires intérieures.

S'il n'y a pas eu de procès-verbaux, je n'y suis pour rien et je le regrette autant que lui. Mais ce n'est pas leur absence qui a nui au rayonnement du Comité.

*
* *

Je ne crois pas qu'on puisse comparer le jugement porté par Digat dans le « Populaire » du 14 novembre 1931, à la suite de la déclaration de la Fédération autonome des Fonctionnaires lue au congrès de Magic-City de la C.G.T.U., et le faire-part de décès lancé par Piquemal au congrès de la Fédération autonome des Fonctionnaires. Une appréciation et un avis mortuaire sont des choses distinctes.

En quoi était-ce le devoir de Piquemal d'annoncer une mort qui n'était pas encore survenue ? Son devoir, puisqu'il emploie ce mot, consistait à nous dire à notre réunion de la veille, qu'il considérait la mort comme acquise, qu'il était résolu à l'annoncer le lendemain, et qu'il convenait donc de rédiger ensemble l'acte mortuaire.

Son devoir de rapporteur sur l'unité au congrès des Fonctionnaires était concilié du coup avec son devoir de membre des « 22 ».

Raisons de l'insuccès

Si je le comprends bien, Piquemal pense que jusqu'à Japy cela n'allait pas trop mal. C'est là que le Comité des « 22 » a reçu le coup qui l'a fait trébucher. Encore faut-il distinguer ; d'après lui, le coup a été porté le dernier jour, par la grande manœuvre de Jouhaux ; d'après moi, le gros coup a été porté plus tôt, le jeudi matin, par le vote sur notre motion.

Ce qui nous a fait trébucher, — si tant est qu'on ait trébuché, car on n'avait pas trop mal encaissé, — ç'a été de ne compter avec nous que 132 syndicats contre 1887.

132 syndicats seulement dans la C.G.T., malgré le concours de Dumoulin, de Digat, de Marthe Pichorel. C'était la mort du congrès de fusion. C'était le témoignage que la majorité de la C.G.T. était butée. C'était la preuve que notre campagne n'avait pas réussi à créer le courant qui emporte toutes les résistances. Elle n'avait pas même réussi à emporter les simples préventions.

Le résultat a été identique à la C.G.T.U. Nos camarades n'y ont retrouvé que le même chiffre de mandats qu'au congrès précédent.

D'un côté comme de l'autre rien entraîné, rien détaché, rien entamé.

Pourquoi ? C'est ce qu'il faut se donner la peine de rechercher. La preuve que cela n'allait déjà pas bien avant Japy, c'est ce chiffre infime de mandats sur notre motion. Mais alors, ce n'est pas le tout dernier jour du congrès qu'on a boité et trébuché, et par suite du ralliement du Tiers confédéré des « 22 » à ce qui s'est appelé la motion de Japy ?

Je ne veux pas répéter ce que j'ai déjà dit dans mon étude sur les lacunes de notre campagne et sur les résistances auxquelles nous nous sommes heurtés, je me borne à ajouter que Piquemal a tort, en paraissant me concéder un manque d'organisation, de se rattraper en disant que le plan de travail qu'il avait exposé à la conférence du 28 juin était resté en projet, Japy étant passé par là.

Précisément, le défaut de ce plan de Piquemal était d'être bâti en l'air et de ne pas tenir compte des réalités, de la faiblesse ou de l'inexistence des sections départementales, ni de la préparation des deux congrès Confédéraux. Japy pouvait venir...

Les vraies raisons de l'insuccès elles résident dans ces faits : les syndiqués désirent l'unité syndicale mais ils voudraient qu'elle leur tombe toute cuite ; les militants sont durs à mettre en branle. Certains n'ont démarré qu'une fois la partie finie, les appareils confédéraux, des deux côtés, ont vu tout ça mieux que nous, et en ont usé et abusé. Si nous avions au moins vaincu idéologiquement, pour employer le jargon nouveau, c'est-à-dire réussi à mettre en pièces les arguments stupides qu'ils opposent à la réalisation de l'unité ! Hélas, c'est eux qui ont réussi à ébrécher les nôtres, et à influencer certains d'entre les « 22 » !

Quelques résultats inescomptés

Néanmoins, notre insuccès n'a pas été complet. Une cause juste n'est jamais perdue. Nous n'avons pas obtenu le congrès de fusion. Nous nous sommes trouvés devant autre chose, exactement devant deux autres choses : 1° le retrait de toutes conditions à l'entrée où à la rentrée dans la C.G.T. ; 2° la fusion des syndicats à la base avec la possibilité d'un congrès confédéral extraordinaire sanctionnant ces fusions.

Devions-nous refuser ? Pouvions-nous dire : tout ou rien ?

Avouons que nous n'avions pas le choix. Battus sur le congrès de fusion, nous devions continuer la bataille en faveur de l'unité sur les nouvelles propositions qui nous étaient faites. Ces propositions, elles ne pouvaient entrer en pratique que si nous les acceptions d'abord et que nous veillions sur leur application. Nous savons ce qu'il advient de beaucoup de résolutions de congrès. Il en sera de celle de Japy, hélas ! comme de bien d'autres.

Mais de suite, au sein du congrès même, il ne fallait pas permettre la cassure entre confédérés partisans de l'unité ; c'est-à-dire entre partisans du congrès de fusion et simples partisans de la suppression des conditions posées à l'entrée dans la C.G.T.

Villette, qui avait défendu la motion des « 22 » aux Mécaniciens de la Seine, a publié dans le « Populaire » du 17 novembre 1931 un article qui a retenu l'attention de bien des camarades, et dont voici les passages essentiels :

> Le passage le plus important de la résolution de Japy, et qui donne toute sa valeur à ce texte est celui-ci :
>
> « Il leur demande (aux syndicats et aux fédérations) de ne poser *aucune condition* à la rentrée dans le sein de la C.G.T. et leur laisse *toute latitude* pour ce qui concerne l'*application de leurs statuts.* »
>
> On peut dire, après lecture de ce paragraphe, que toutes les résolutions antérieures, celle de 1925 comme celle de 1927, sont abrogées et que celle de 1923 apparaît bien terne à côté de celle-ci.
>
> Le pas en avant est là et non ailleurs. L'effort de conciliation est immense et à tous ceux qui, comme moi, n'avaient adhéré aux solutions préconisées par le « Comité des vingt-deux » qu'en raison des conditions imposées à la Fédération autonome des fonctionnaires lorsqu'elle avait demandé à rentrer dans la C.G.T., il apparaîtra que cela est amplement suffisant pour que ce texte ait été voté des deux mains au congrès de Japy.

La suppression des conditions imposées en 1927 aux éléments qui ont formé depuis la Fédération autonome des Fonctionnaires est regardée par Piquemal comme un résultat sans importance. Ce n'était pas l'avis, on l'a vu, d'une partie des éléments qui avaient suivi la campagne des « 22 ». Ce n'était peut-être pas l'avis, non plus, d'une partie des membres de la Fédération autonome. De là le malaise qui s'est manifesté à son dernier congrès et qui paraît loin de se dissiper.

Ces conditions, objecte Piquemal, ne figuraient déjà plus en 1930 dans les propositions faites par la Fédération générale des Fonctionnaires. C'est vrai. C'est même si vrai que nous avons reçu alors, à la « R. P. », d'un bon camarade des Fonctionnaires confédérés, un compte rendu du congrès auquel il avait été délégué annonçant avec enthousiasme que l'unité des Fonctionnaires allait être réalisée. Ce compte rendu, nous ne l'avons pas publié. Mais

il traduisait les espérances des camarades qui luttent pour l'unité à l'intérieur de la Fédération confédérée. Déçus en 1930, ils ont dû l'être bien plus encore en 1931, alors que le congrès confédéral donnait pleine valeur à l'engagement de retrait des conditions posées en 1927.

L'unité corporative sans l'unité générale, dit Piquemal, ça ne fait qu'augmenter le gâchis.

Erreur ! Ça le réduit.

C'est, d'autre part, le seul moyen qui reste d'arriver à l'unité générale.

Mais calculez les conséquences du refus de la motion de Japy par les militants de la Fédération autonome : ils ont cassé les bras aux militants qui dans la Fédération Laurent luttaient pour l'unité ; ils ont ouvert une crise de malaise dans la Fédération autonome ; ils ont perdu une occasion de réaliser dignement l'unité corporative des Fonctionnaires.

Sans parler du Comité des « 22 » qui en est mort. Et de l'unité à la base qui aurait reçu une vigoureuse impulsion s'ils avaient tout de suite donné l'exemple de leur unité corporative reconstituée.

Fabriquer du neuf.....

Le congrès de fusion permettrait seul le redressement du syndicalisme, de fondre les deux C.G.T. également démonétisées et de fabriquer du neuf.

Je l'ai pensé aussi pendant longtemps. Cela me permet de comprendre la position sur laquelle se cramponnent Piquemal et ses camarades. Mais les chances de l'unité par la fusion, et non par l'absorption de l'une par l'autre, ont diminué d'année en année depuis que la C.G.T.U. s'est laissé bolchéviser, et qu'elle a vu, de ce fait, baisser ses effectifs et son influence. Elle s'est ingéniée à légitimer les critiques, non fondées alors, que les anarchistes avaient dirigées contre elle de 1922 à 1923. Elle s'est ingéniée même à donner raison aux dirigeants de la C.G.T. dans leurs critiques, encore moins fondées, contre la minorité de guerre et d'après-guerre. On dirait qu'elle a voulu démontrer qu'une centrale syndicaliste révolutionnaire n'était pas viable en France. Je ne suis d'ailleurs pas sûr qu'une telle volonté ne soit pas dans l'esprit des grands stratèges qui la mènent de loin. Ce que craignent le plus les dirigeants communistes, c'est que se redresse un jour le mouvement syndical français, qu'il reforme un mouvement sain et vigoureux, ne laissant à personne le soin de faire la tâche révolutionnaire qui lui incombe. Ce jour-là, c'en serait fait dans ce pays du parti communiste, qui vit sur sa réputation de seul mouvement d'opposition résolue, mais qui sabote tout ce qu'il touche.

Fabriquer du neuf ? On n'en fabrique pas à volonté. Et même quand on en fabrique, c'est souvent avec de la vieille matière. Il n'a pas tenu à nous que le congrès de fusion ne se tienne pas. Reconnaissons que l'idée n'a pas trouvé d'écho.

Il fallait continuer la propagande en sa faveur, me dira-t-on. Ce n'était pas possible. La lutte pour l'unité ne se déroulait plus sur le terrain du congrès de fusion mais sur celui de la motion de Japy. Ne pas bouger équivalait à fuir la bataille.

Continuer la propagande pour le congrès de fusion ? avec qui dans la C.G.T.U. ? Au retour de Moscou de la délégation de la minorité, l'exclusion de celle-ci n'a plus fait le moindre doute. Alors ?

Il faut se tenir à ce qu'on a décidé. S'adapter, c'est toute la politique de Jouhaux et de Briand.

Merci. Merci bien.

Vous confondez gentiment adaptation au régime et adaptation aux nécessités de la lutte ouvrière. L'exemple de Jouhaux est précisément lumineux.

Au mois d'août 1914, il est bien certain qu'il ne pouvait être possible de mettre en application la résolution de la C.G.T. sur la guerre. Il fallait donc s'adapter aux nécessités. Cela voulait-il dire applaudir à la guerre ? Evidemment non. Mais refuser de hurler avec les loups. C'est ce que nous avons fait à quelques-uns.

Et maintenant ?

Piquemal rappelle que je n'étais pas très emballé au début. Je vais lui dire l'une des choses qui me retenaient. C'est ce qu'il me raconta lui-même quelque temps avant le 9 novembre.

Il voyait la campagne menée d'accord avec un certain nombre de personnalités qui gravitaient autour de « Monde ». Il pensait même se servir de « Monde » comme d'organe officiel au mouvement d'unité.

Il ne m'a pas dit alors ce qu'il raconte aujourd'hui dans sa lettre. Mais c'en était assez pour me faire faire la grimace. Je n'aime pas qu'on mêle des amateurs aux choses sérieuses et des littérateurs aux questions du mouvement syndical ouvrier. Par ouvriérisme ? Bien sûr. Par une vieille expérience aussi que la campagne des « 22 » n'a fait que rajeunir. Grands dieux, faites donc que les Roger Francq nous fichent la paix !

Piquemal ne devait pas tarder, je pense, à déchanter. « Monde » reproduisait notre déclaration du 9 novembre en l'accompagnant de ce commentaire : « La résolution contient de très bonnes choses, et une tout à fait mauvaise : la barrière qu'elle voudrait poser entre le Parti politique et le mouvement syndical. »

Que ferez-vous maintenant ? Ayant refusé l'unité pour votre propre compte quel crédit vous reste dans ce domaine ? Même en vous appuyant sur les centristes de l'Enseignement qui ne veulent pas non plus de l'unité pour leur compte, vous êtes condamnés à l'impuissance.

Et nous ? Nous ne ferons sans doute rien d'épatant non plus. Nous aurions pu former une gauche confédérale pour laquelle le travail ne manquait pas. Dumoulin a préféré porter son effort ailleurs. C'est son affaire. Il peut même invoquer que le Comité des « 22 » était mort et chacun reprenant sa liberté, il était délié de l'offre qu'il avait faite de ne pas être candidat. Il a perdu une belle occasion de servir plus modestement mais plus utilement le mouvement syndical et le mouvement révolutionnaire français.

Nous ferons ce que nous pourrons. L'attitude du tiers confédéré des « 22 » à Japy et après Japy a détruit bien des préventions ; elle a prouvé que nous voulions sincèrement l'unité. En dépit de tout, l'esprit révolutionnaire reprendra droit de cité dans la C.G.T.

P. MONATTE.

NOTES ÉCONOMIQUES

Economie Soviétique

A TRAVAIL EGAL... SALAIRE INEGAL ! LE FAVORITISME ROI

L'œuvre contre-révolutionnaire annoncée par Staline dans son discours du 23 juin, se poursuit implacablement. Après les métallurgistes et les mineurs (voir « R. P. » de décembre 31), c'est maintenant le tour des **fonctionnaires** et **employés d'Etat.**

Quelle a été toujours, quelle continue à être, en tous pays, la revendication fondamentale des fonctionnaires ? Etre protégés contre le favoritisme. Que, pour un même travail, deux employés ne soient pas rétribués différemment.

Or, c'est — naturellement — le contre-pied exact de cette revendication que prend la nouvelle ordonnance stalinienne (1).

Celle-ci, entrée en application le 1[er] février dernier, décide que, pour un même emploi, il y aura obligatoirement plusieurs catégories de traitements — différant les uns des autres d'au moins 10 %. Le classement des employés dans l'une ou l'autre des catégories dépendra **exclusivement** de la volonté de l'Administration. C'est celle-ci qui, souverainement, classera tel ou tel employé dans telle ou telle catégorie. Il ne s'agit donc même pas d'avancement à l'ancienneté, avancement qu'à défaut de la suppression de tout avancement les organisations syndicales ont toujours cherché à rendre prépondérant ; tout avancement, tout passage d'une catégorie dans une autre, se fera au choix. C'est le choix tout puissant des chefs qui décidera si, pour un même travail, vous aurez le traitement le plus bas, ou le traitement le plus élevé.

Et ce n'est pas tout !

Pour les fonctionnaires et les employés, comme pour les ouvriers, on décrète que, partout où ce sera possible, le travail à la tâche sera institué. Ce sera le cas, notamment, pour les sténos, dactylos, copistes, calculateurs, etc... Là où le travail à la tâche n'est pas possible, il sera institué — tenez-vous bien ! — un système de **primes** ! Les traitements fixes ont été réduits de 10 à 15 % par rapport à leur niveau antérieur, et le complément en est désormais constitué par des primes données pour « bonne exécution du travail ». Ce seront naturellement les chefs qui décideront de la « bonne exécution du travail », et, par suite, de la prime à donner. Le traitement, même dans une même catégorie, dépendra donc, lui aussi, de l'arbitraire des chefs !

Qu'en pensent nos camarades postiers, instituteurs et autres fonctionnaires d'Etat ?

Fimmen, dans un article qu'on trouvera dans ce même numéro, dénonce le système de salaires du patronat japonais, qui est précisément établi sur un semblable système de primes. Au niveau du capitalisme japonais, l'un des plus exploiteurs du monde, voilà où Staline a conduit l'ancien pays de la dictature du prolétariat !

Il n'y a d'ailleurs rien là que de normal. L'économique et le politique sont toujours indissolublement liés. Le bonapartisme dans le domaine politique ne peut établir dans le domaine économique, que le favoritisme et l'arbitraire.

(1) Voir aux *Faits et Documents* l'analyse complète de cette ordonnance.

Economie Capitaliste

RENFLOUEMENT A LA MODE DE PARIS

A l'assemblée générale des actionnaires de la Banque Nationale de Crédit (d'André Vincent), le Président a dû avouer que l'Etat avait avancé à la banque 1.900.000 francs ; vous avez bien lu : 1 milliard 900 millions de francs ! Cela pour un établissement privé, purement privé, sur lequel l'Etat ne possède aucun droit de contrôle ou de gestion, un établissement qui n'est même pas chargé d'un service public.

On sait par ailleurs que l'Etat a aussi, quelque temps auparavant, avancé quelques 900 millions à la Banque d'Alsace et de Lorraine (de MM. Bauer et Marchal), autre établissement purement privé — ainsi que 270 millions à la Compagnie Transatlantique (de M. Fould), et on ne sait combien à la Compagnie Aéropostale de M. Bouilloux-Lafont.

Egalement, l'Etat a versé bénévolement à la Banque de France 2 milliards au minimum, pour l'indemniser des pertes que celle-ci a subies sur les livres qu'elle possédait, et quelque 150 millions à la Banque de l'Afrique occidentale, pour l'indemniser des pertes qu'elle a subies dans les faillites de la Banque française de l'Afrique (de François-Marsal) et de la Banque commerciale africaine.

Cette liste est certainement incomplète. Quelqu'un qui s'y connaît, M. de Turckeim, président de la Lorraine-Dietrich, déclarait à l'assemblée générale de cette société, qu'il n'y avait pour ainsi dire pas une seule société importante, qui tienne, à l'heure actuelle, sans le secours de l'Etat. Néanmoins cette liste aboutit à elle seule à un total qui dépasse 5 milliards ! Cinq milliards dont l'Etat ne reverra certainement jamais un sou — et qui ont été donnés par lui à des gens dont le moins qu'on puisse dire,

c'est qu'ils n'attendaient pas après cela pour manger.

A l'immonde campagne qu'entretient sans répit cet animal féroce qu'est la bourgeoisie française, contre les quelques malheureux sous qui sont alloués aux chômeurs, il faut sans répit opposer ce tableau : à peine quelques centaines de millions pour préserver de la faim des centaines de milliers de chômeurs ; 5 milliards pour gonfler le porte-monnaie de quelques capitalistes.

RENFLOUEMENT A LA MODE DE BERLIN

Cinq milliards de francs, soit un peu moins d'un milliard de marks, c'est juste la même somme que l'Etat allemand vient définitivement de consacrer au « renflouement » des grandes banques allemandes.

On se rappelle que lorsqu'en juillet, l'une des plus importantes banques d'Allemagne, la Danat, ne put faire face à ses engagements, l'Etat vint à son secours, ce qui n'empêcha pas d'ailleurs ce krach de déclancher définitivement la crise bancaire internationale qui fit rebondir la crise économique, alors en voie de décroissance. Depuis lors, ce sont toutes les autres grandes banques allemandes qui durent successivement faire appel à l'Etat, même l'orgueilleuse Deutsche Bank. Une récente ordonnance vient d'arrêter les comptes entre l'Etat et ces banques : c'est exactement 763 milliards de reichsmarks qui ont, au total, été avancés par l'Etat aux cinq plus grandes banques allemandes.

Mais ce renflouement ne s'est pas du tout opéré comme les renflouements de l'Etat français. Tandis qu'en France l'Etat donnait bénévolement notre argent, sans rien demander en échange, sans acquérir — sauf peut-être pour la Transatlantique dont le sort est encore en suspens, — aucun droit de propriété dans l'affaire, l'Etat allemand prenait, lui, le contrôle direct et total des établissements qu'il renflouait. Dans la Danat l'Etat aura désormais 90 % des actions ; dans trois autres grandes banques il en aura 70 %, c'est-à-dire dans les quatre cas, la majorité, donc le pouvoir. En fait, ces banques, au moins pour le moment, sont devenues des banques d'Etat.

Tournons-nous maintenant vers les Etats-Unis. Là le renflouement s'est opéré d'une façon quelque peu différente, moins directement qu'en Allemagne, mais le résultat est le même. L'Etat américain est en train, pour sauver les banques privées, de constituer un organisme financier gigantesque, la Finance Reconstruction Corporation, qui sera une sorte de banque des banques, et qui, lui aussi, sera, en fait, un organisme d'Etat.

L'opinion qui avait été exposée dans un récent numéro de la « R. P. » que, dans les pays où il est le plus « évolué », le capitalisme va vers le capitalisme d'Etat, se trouve donc confirmé par ces faits. En Angleterre, pays de vieux capitalisme, pas de « renflouements » ; en France, pays de presqu'aussi vieux capitalisme, renflouement, mais renflouement gratuit, c'est bénévolement que l'Etat donne son argent aux capitalistes, donc dans les deux cas, pas de progrès sensibles du capitalisme d'Etat. En Allemagne et aux Etats-Unis, au contraire, pays du plus récent et du plus « moderne » capitalisme, et bien que l'un soit « germanique » et l'autre « anglo-saxon », progrès considérables du capitalisme d'Etat, à l'occasion des renflouements.

LES PROLETARIATS ALLEMANDS ET ANGLAIS ENCORE UNE FOIS ROULÉS

Le mensonge est la grande arme de la bourgeoisie. Celle-ci n'hésite, certes ! pas à employer la violence, quand la ruse n'a pas réussi ; elle n'hésite pas à massacrer le prolétariat quand elle n'a pu le tromper — mais elle essaie d'abord de le tromper.

Les prolétariats allemands et anglais viennent encore d'en faire l'expérience.

Par son ordonnance de détresse de décembre, Brüning avait, on se le rappelle, édicté une baisse obligatoire des salaires, et, soi-disant pour compenser celle-ci, une baisse obligatoire des prix. La baisse des salaires est maintenant chose faite. Partout, sans combat, la classe ouvrière allemande a accepté des diminutions considérables de son salaire, comptant que la baisse des prix suivrait. Or, voici qu'après quelques simili-essais de baisse des prix qui ont duré juste le temps qu'il a fallu pour réaliser la baisse des salaires, le « commissaire d'Empire à la baisse des prix », personnage institué par la susdite ordonnance de détresse, vient d'annoncer officiellement qu'il renonçait à tout effort pour faire baisser les prix, car une telle baisse n'aurait, dit-il, pour effet... que de faire durer la crise.

Ainsi les ouvriers allemands restent avec leurs salaires réduits et la baisse des prix qu'on avait annoncée officiellement comme contre-partie de la baisse des salaires, est officiellement jetée par dessus bord !

En Angleterre, même chanson.

Lorsque les conservateurs, aidés de Mac Donald, Snowden et autres cochons à vendre, réduisirent, l'été dernier, les traitements des fonctionnaires et les indemnités de chômage, ils jouèrent la chanson de l' « égalité des sacrifices ». Les travailleurs verraient leurs moyens de vivre réduits, mais les revenus des riches seraient également frappés, au moyen d'une augmentation de leurs impôts.

Or, aujourd'hui que les traitements ont été réduits, que les chômeurs crèvent encore davantage de faim, et que les nouvelles élections, faites précisément sur le tremplin de l' « égalité des sacrifices », ont assuré au capitalisme la certitude du pouvoir, le ministre des finances prépare... un projet de réduction de l'impôt sur le revenu !

Salaires et indemnités de chômage resteront réduits, mais l'impôt direct, l'impôt sur la richesse, reviendra à son taux antérieur ! L' « égalité des sacrifices » aura, tout juste, duré six mois...

LE SUICIDE DU POULAIN DE POINCARE

Rappelons que c'est au suicidé Ivar Kreuger, « roi des allumettes », que Poincaré-la-Guerre, et... la-Fripouille, entendait livrer le monopole français des allumettes, il y a quatre ans. Il le lui a livré d'ailleurs indirectement, en partie.

R. LOUZON.

A travers les Livres

Michel Bakounine : CONFESSION. (Rieder).

Né en 1814, Bakounine se trouvait en pleine force au moment des convulsions révolutionnaires de 1848-49. A Paris d'abord, en Allemagne et en Bohème ensuite, il fut l'un des acteurs de ce grand drame. En mai 1849, il se trouvait à Dresde au moment de l'insurrection dont il devient le véritable chef militaire. Vaincu, il organise la retraite avec sa petite armée. Harassé, il fut surpris dans son sommeil, dans la nuit du 10 mai 1849, par les bourgeois de Chemnitz. Condamné à mort par le gouvernement saxon; condamné à mort par le gouvernement autrichien; livré à « son petit père Nicolas » qui commence par lui enseigner le repentir par six ans de réclusion avant de lui demander sa *Confession* !

Dans son Introduction, Fritz Brupbacher anime les faits que nous venons d'exprimer. Faute de les connaître, on ne pourrait aborder la *Confession* de Bakounine sans risquer de mal la comprendre. En effet, dès l'abord, on est dérouté par le ton de repentir parfois servile que Bakounine y a pris :

Le comte Osloff m'a fait savoir que votre Majesté Impériale décide que je Lui écrive une confession complète de toutes mes fautes. Sire ! je n'ai pas mérité pareille grâce et je rougis en me rappelant tout ce que j'ai osé dire et écrire de la sévérité de votre Majesté Impériale.

On pourrait croire qu'il y a eu dans la vie de Bakounine un moment où, fatigué, par ses échecs, sa détention, il a renié toute sa vie militante et sentit s'éveiller en lui « *le regret du bonheur perdu et d'une paisible vie de famille.* » Psychologiquement, une telle hypothèse ne parait pas invraisemblable: à peu près toujours, en tout Héros demeure une large part de commune faiblesse ; mais dans le cas de Bakounine cette explication serait erronée. Sa terrible énergie n'avait point cédé: tout au long de son récit le confessé demeure assez maître de son récit pour ne pas compromettre ses camarades révolutionnaires et il ne craint pas de proclamer devant le Tsar sa volonté de silence.

Je vous supplie, Sire, de ne pas exiger de moi la confession des péchés d'autrui... Du naufrage complet que j'ai subi je n'ai sauvé qu'un seul bien: mon honneur, et la conviction que nulle part, ni en Saxe ni en Autriche, je n'ai jamais trahi, dans le but de me sauver ou d'adoucir mon sort.

Au contraire, abrité derrière son humilité et son repentir, il se permet de dire au Tsar des vérités qu'il ne devait certes pas entendre tous les jours:

Le moteur essentiel en Russie, c'est la peur, et la peur détruit toute vie, toute intelligence, tout mouvement noble de l'âme. Il est dur et douloureux de vivre en Russie pour quiconque aime la vérité; pour quiconque respecte également dans tous les hommes la dignité et l'indépendance de l'âme immortelle... La vie sociale, en Russie, est une chaîne de persécutions mutuelles...

Enfin, dans ses lettres secrètes et écrites de prison à sa sœur Tatiana, il marque bien sa fidélité à sa foi: « *désormais tout ce qui me reste de vie se résume en un seul mot: la liberté.* »

Il faut donc chercher à l'humilité de ses lettres une explication autre que celle de la défaillance: celle de la feinte, du mensonge pour reconquérir la liberté. Bakounine a risqué sa vie dix fois; il a attendu la mort; vainement. En pleine force, il est condamné à la mort lente et dégradante. Nécessité d'en sortir. Une seule chance: jouer la comédie et Bakounine la joue avec la perfection que donne une imagination ardente.

Condamner le mensonge ! Evidemment, un bon bourgeois qui jamais dans sa vie n'a risqué plus qu'un rhume devant les panneaux des affiches électorales n'y manquera pas. Mais qu'il n'oublie pas d'abord que toute morale n'a toute sa signification qu'à l'intérieur d'un groupe défini. Et de quel groupe commun fait donc partie le révolutionnaire emprisonné Bakounine et le Tsar de toutes les Russies ? Bakounine a des devoirs envers les révolutionnaires et les peuples, il ne saurait en avoir envers ses ennemis. Les ruses de guerre (hélas, peut-être !) ont toujours trouvé des laudateurs !

Oubli de la fierté révolutionnaire ! déchéance devant soi-même ? Oui, peut-être. Mais un Bakounine subordonne tout à son but: être libre pour servir la cause.

Tout récemment, un exemple de pareille acceptation du mensonge nous a été fourni par Turmel (1), ce prêtre breton qui a écrit sous quantité de pseudonymes nombre d'ouvrages contraires à l'orthodoxie religieuse, qui se reniait à chaque fois qu'il était pris par ses supérieurs et recommençait peu après, sans aucune idée de gloire, ni de lucre, mais simplement possédé par le démon de sa propre nécessité.

Logique spéciale des hommes tyrannisés par une grande idée qui lui subordonnent toutes choses, logique qui peut nous dérouter, mais qu'il faut admettre comme une de ces forces élémentaires qui permettent les grandes réalisations.

Mais l'intérêt de la *Confession* de Bakounine dépasse celui de la psychologie de son auteur. Elle nous promène en effet dans l'Europe agitée de 1840 à 1849. Bakounine furète partout et quel regard d'aigle sur les hommes et sur les situations - La révolution de février 1848, le met en communion avec le prolétariat parisien qu'il aime :

« *Si ces gens, si ces ouvriers français avaient trouvé un chef digne d'eux, capable de les comprendre et de les aimer, ce chef aurait pu accomplir, avec eux, des miracles.* »

Après avoir proclamé qu'il ne sait rien de la Russie, Bakounine parle d'elle avec une abondance, une vraisemblance, une force frappantes. Les pages sur les parlements polonais, sur le Comité Central révolutionnaire allemand, sur la préparation de la révolution tchèque, sur la défaite de Dresde, témoignent toutes d'une étonnante lucidité d'esprit si l'on pense que celui qui les écrivait en 1857 moisissait dans les prisons depuis 1849 !

Toutes témoignent d'un sens révolutionnaire étonnant, car s'il voyait, au départ de la révolution, l'action de petits comités de conjurés, il prévoyait que toutes les couches prolétariennes, semi-prolétariennes et paysannes devaient être appelées très tôt à y participer; il préparait les mesures radicales qui, même la révolution vaincue, assureraient son efficacité et sa continuité. Enfin, tout anarchiste qu'il était, il proclamait la nécessité d'un pouvoir révolutionnaire central fort et d'allure dictatoriale.

Je crois qu'en Russie, plus qu'ailleurs, un fort pouvoir dictatorial sera de rigueur, un pouvoir qui sera exclusivement préoccupé de l'élévation et de l'instruction de la masse; un pouvoir libre dans sa tendance et dans son esprit, mais sans formes parlementaires; imprimant des livres de contenu libre, mais sans liberté de la presse. ...Cette dictature doit tendre à rendre superflue sa propre existence, car elle n'aurait d'autre but que la liberté, l'indépendance et la progressive maturité du peuple...

Et qu'on me permettre, en terminant ce compte rendu qui n'épuise pas l'intérêt de l'ouvrage, de préciser combien la netteté, la précision, la nervosité du style rendent la lecture de Bakounine attrayante, malgré la sévérité des sujets abordés.

B. GIAUFFRET.

(1) *Joseph Turmel, prêtre,* par Félix Sartiaux.

Pierre Nikiforov : LA GRÈVE. (Bureau d'Editions).

L'année 1906 a été caractérisée en Russie, comme en Europe occidentale, par une vague de grèves. Mais cette agitation n'avait pas les mêmes caractères en Russie et en Occident. En Occident c'était la prospérité économique intense, le *boom* des affaires précédant la crise de 1907. C'est une conjoncture éminemment favorable aux revendications ouvrières. Aussi est-ce l'apogée du mouvement syndicaliste ; on va, à cette époque, jusqu'à penser que le syndicalisme, si efficace contre le patron individuel, pourra aussi remporter la victoire sur la *classe* des patrons. Une philosophie du syndicalisme naît : grève générale et démocratie ouvrière, prolongements de la grève corporative et de la démocratie syndicale.

En Russie, la situation est toute autre. La vague de grèves qui bat la province russe en 1906 est la propagation de la poussée révolutionnaire des capitales l'année précédente. Comme celle-ci, elle est l'expression non pas de l'extrême prospérité économique, mais de la dépression et de la défaite. Elle est toute pénétrée de la *question de régime* que la faillite du tsarisme pose à tous. Elle est toute pénétrée de *politique*. Politique avant d'être revendicative, alors qu'au même moment le syndicalisme occidental est revendicatif avant d'être politique. C'est pourquoi ces grèves ont une physionomie si différente des nôtres. Les revendications corporatives appellent le grand jour des grandes assemblées ouvrières, dans la démocratie syndicale. Les conspirations politiques révolutionnaires ont au contraire forcément quelque chose de ténébreux (Blanqui).

Ainsi, en la Russie de 1906, les grèves ne se produisent qu'à la suite du lent et prudent travail de membres du parti social-démocrate spécialement envoyés, par leur parti, dans une entreprise déterminée pour y travailler les ouvriers.

C'est le lent travail d'un de ces termites que nous raconte la brochure de Nikiforov. Il avait été désigné pour « travailler » parmi les ouvriers d'un port de Crimée. Il réussit à organiser une grève et, comme son nom l'indique (« porteur de victoire »), il remporta un succès complet.

Brochure intéressante, instructive quoiqu'un peu simpliste et bien dépourvue de psychologie, publiée, ma chère, « avec l'autorisation de la Société des vieux Bolcheviks de Moscou » !

J. P.

* * *

A. Sadier : VERS DE NOUVELLES BASES SOCIALES. (Librairie des Sciences Sociales).

L'auteur de cette brochure pense que les révolutionnaires de tous les partis pourraient s'unir pour réaliser cet objectif primordial : suppression du parasitisme social.

Malheureusement, les moyens de cette suppression sont à peine indiqués et c'est sur leur choix qu'apparaîtraient les divergences — de plus la notion de parasite social est elle-même laissée dans l'imprécision.

Pourtant, quelques bonnes pages sont consacrées au début du livre aux intellectuels :

« *Grisés de mots : savoir, éducation, culture, ils mettent tout naturellement ceux qui possèdent ce bagage à la tête de la société et considèrent non moins naturellement le peuple qui en est dépourvu, en état d'infériorité, ne se doutant pas que ces mots n'ont qu'une valeur relative quant aux conditions sociales nouvelles que nous voulons instaurer.* »

B. G.

Elie Reynier : L'ARDÈCHE. (Bourrelier-Chimènes).

Cette petite monographie, qui envisage ensemble la géographie et l'histoire d'un département, ne pourrait être plus claire dans sa concision. S'adressant à des enfants, l'auteur a su leur parler un langage net mais dense, précis et explicatif à la fois. De bonnes illustrations, commentées avec intelligence, apportent de la vie ; des questions font réfléchir.

Réduit aux proportions d'un manuel scolaire, cet ouvrage retient pourtant l'essentiel d'un milieu physique et humain aussi contrasté que l'Ardèche. Les études antérieures de Reynier sur l'industrie de la soie en Vivarais et d'une manière générale sur la géographie de cette petite province prouvent sa connaissance intime du département sous tous ses aspects. La place qu'il accorde dans son nouvel ouvrage aux faits économiques et sociaux rendra ce manuel scolaire intéressant pour les adultes qui s'en tiennent souvent sur leur pays à de vagues généralités.

A. RICHARD.

* * *

Léonide Léonov : LES BLAIREAUX. (Rieder).

La dualité des tendances de la littérature prolétarienne : poursuivre la recherche de l'homme dans l'homme, ou placer l'art au service exclusif de la propagande révolutionnaire se présente particulièrement vive en Russie, où, à côté d'écrivains-ouvriers pour lesquels l'acte de créer de nouvelles formes spirituelles est le prolongement naturel et vivant de l'activité productrice, tend à se former cette sorte de parasitisme littéraire que traduit la phrase de Bésynouski : « Je peux vous annoncer que par nos soins strictement littéraires nous avons contribué à l'accroissement de la fonte, de l'acier. »

Le livre de Léonov, œuvre de militant et œuvre de peintre répond à la fois aux deux tendances, mais exhale une telle odeur de vie, violente et lourde qu'on en oublie, dès les premières pages les directives de Kharkov et les ressemblances avec Dostoïevsky.

En de larges tableaux réalistes passent des visions de l'ancienne et de la nouvelle Russie : marché russe, révolte au village, attaques nocturnes livrant le démêlé profond qui séparait la ville et la campagne au plus fort de la guerre civile, caractères, physionomies admirablement fixés, multiples aspects d'existences mouvementées, visions de foules, de luttes. De ce fouillis vivement coloré, le fond psychologique de l'œuvre se dégage : dénoncer les faiblesses de l'individu en proie à la société, les explosions de l'instinct contrarié par les grandes fatalités historiques. Et tout au long des 640 pages l'aventure de Sémion Saveli, envoyé à la ville pour manger un autre pain que celui du père, et du groupe compact de gens qui l'entourent : marchands, commis, clients, miséreux, jeunes filles, paysans, commères et hors-la-loi. Toute la vie populaire russe concentrée autour de ce bonhomme qui trime, s'instruit, aime, part à la guerre, revient dans son village, y fomente la révolte, puis se réfugie, chef des révoltés : les blaireaux, dans les bois profonds d'où il ne sort que pour des razzias chez les moujiks d'alentour et d'où finalement il part, le dernier, pour se rendre à l' « exécutif » où l'attend le commissaire vainqueur.

Un livre à lire, et qui passionne, à condition d'avoir du temps.

Ch. CHIANÉA.

Maria Borrély : LE DERNIER FEU. (N.R.F.).

Orpierre d'Asse, « *le village, là-haut, sur l'épine galeuse de la colline et confondu dans la pierraille* », petit à petit s'en descend au fond de la vallée enfin endiguée. Seule Pélagie demeure fidèle au vieux village déserté jusqu'au jour où quatre jeunes femmes: la Guite et la Rosine, la Marcelle et la Junie descendent le cercueil, en bas, à la nouvelle église. Le dernier feu sera éteint.

Cette simple et banale histoire de nos villages, Maria Borrély l'a toute parfumée de l'odeur du terroir, un terroir abondant en thym, lavande et romarin !

Elle excelle à faire revivre les paysans à la parole sobre et les paysannes à la langue bien pendue, car elle sème sa vie parmi eux tous pour en recueillir une chaude fraternité. Tous vont, viennent, parlent et pensent avec un naturel si émouvant qu'on trouve en eux l'odeur de leur terre et la couleur de leur ciel. Point de recherche de style: tout bonnement le parler imagé du peuple de la Provence montagnarde.

Un livre qui plaira à tous ceux qu'intéresse l'effort de quelques artistes attachés à retrouver « le peuple », le vrai, sous le badigeonnage standard que notre siècle passe sur les hommes.

B. G.

A travers les Revues

Europe de février présente avec les *Impatiences de l'armistice* de Jean Prévost, un tableau vivement brossé de ces mois de novembre et décembre 1918 où le peuple français tout bouillant d'allégresse commence à filtrer sa victoire majestueuse !

Romain Rolland donne un « *Courrier de l'Inde* » dans lequel il relate les événements qui ont suivi la rentrée de Gandhi dans l'Inde. Il a donné pour son article le sous-titre significatif suivant: « *La déclaration de guerre de l'Angleterre à l'Inde* » et il conclut: « *Il apparaît clairement que le gouvernement britannique attendait la rupture et qu'il la provoquait; car tous les préparatifs pour la guerre avaient été suivis; et l'on vit coup sur coup quatre nouvelles Ordonnances décréter l'état de siège dans tout le pays.* »

J. R. Bloch, dans ses *Commentaires,* note qu'en la période que nous vivons il manque, pour mener le train, les meilleurs des hommes qui sont morts à la guerre avec un hautain renoncement et un cœur pacifique. Remarque qui nous intéresse, nous aussi. Le prolétariat a été écrémé de toute sa jeunesse qui avait quelque goût pour le risque — qui, après l'épreuve, eût pu le guider sur les chemins de l'aventure prolétarienne. Mais les prudents ont survécu avec leurs combinaisons de quatre sous destinées à sauver le monde sans fatigue, sans danger, sans en parler, sans y penser !

B. G.

Les Primaires ont commencé dans leur numéro de janvier la publication d'une nouvelle de *David H. Keller:* « *Les mains et la machine* », mordante satire du Taylorisme et du Fordisme.

« *L'utopien.*» *Régis Messac* donne sous la forme habituelle de comédie une spirituelle caricature du « je m'enfichisme universel » : *Pourvu que le fric tombe.*

La **Grande Revue** (janvier) publie sur la crise allemande trois enquêtes de *Louis Spiro* sur la misère des étudiants, le fonctionnement d'un bureau de bienfaisance et la situation agricole dans le Holstein.

Ch. CH.

FAITS & DOCUMENTS

Sources du syndicalisme Est-ce le présage d'une prochaine renaissance du syndicalisme ? Hubert Lagardelle, ancien directeur du « Mouvement Socialiste », cette revue qui fut, vers les années 1905-06, l'expression presque officielle de la pensée de la C.G.T. d'alors, s'était tenu depuis quelques vingt ans à l'écart du mouvement syndicaliste ; il vient de donner à la revue « Plans », un article que nous reproduisons ci-dessous presqu'intégralement. (Les sous-titres sont de nous).

L'état incertain du Syndicalisme actuel ne peut infirmer nos jugements. Sans doute, les grandes organisations centrales semblent avoir perdu, au contact de la démocratie parlementaire, leur âme conquérante. Liés au pouvoir, les secrétaires syndicaux font trop souvent figure de préfets ouvriers, escortés de prolétaires officiels.

Cette incorporation à l'Etat n'est que de surface. Quelques fonctionnaires confédéraux ont beau siéger aux conseils du gouvernement: ils ne changeront pas les rapports réels des classes. Les masses gardent des puissances d'action inaltérables. Elles se réveillent au choc des crises économiques et les institutions syndicales retrouvent en un jour leur vigueur créatrice.

On ne peut donc assimiler le fléchissement passager du syndicalisme à la dégénérescence organique du socialisme. Les partis socialistes n'ont été absorbés par la démocratie que parce qu'ils lui empruntaient ses méthodes et ses modes d'action. Fidèles à leur destin, ils ont, avec une rigoureuse logique, suivi leur vocation électorale et parlementaire.

Rien de tel pour le Syndicalisme. C'est le sol économique qui le porte. Ici, l'opposition apparente ou voilée des intérêts maintient un état latent de rupture avec l'ordre officiel. Les syndicats sont attachés à leur cadre naturel comme l'arbre à la terre, par les racines. Leur prédestination n'est pas d'être une annexe du pouvoir, mais de former un Etat dans l'Etat.

La faiblesse numérique du Syndicalisme, toute relative d'ailleurs dans une France hyper-individualiste, ne limite pas davantage sa puissance de rayonnement. La qualité des institutions nouvelles importe plus que leur volume. L'essentiel est de créer des types de vie inédits qui annoncent l'avenir...

LA CHARTE D'AMIENS

L'interdit jeté en 1791 sur les groupements professionnels n'a été levé qu'en 1884. Vivant dans la terreur des associations, la bourgeoisie, pendant cette longue période, les avait implacablement poursuivies. Si bien que la venue tardive de la liberté syndicale parut n'être d'abord aux ouvriers qu'une ténébreuse mesure de police.

Les premiers syndicats furent déchirés par les rivalités des fractions socialistes. Guesdistes et possibilistes se disputèrent pendant plus de dix ans, les groupements nouveaux. Les syndicats n'échappèrent aux divisions de la politique qu'en formant, sur les bases d'une indépendance jalouse, une vaste unité ouvrière.

Les remous de l'Affaire Dreyfus les entraînèrent de nouveau. Mais la victoire même de la démocratie, après 1900, fut leur libération. Les nouveaux maîtres de l'Etat ne différaient pas des anciens. Jeunes équipes, vieille impuissance. Ni la montée de Millerand au pouvoir, ni le soutien par Jaurès du ministère Combes, ni la dictature des socialistes parlementaires sur les administrations publiques, n'avaient pu,

de toute évidence, modifier de l'épaisseur d'un cheveu la situation des classes productrices.

Sceptiques désormais à l'égard de l'Etat, ne croyant qu'en eux-mêmes, les syndicats entreprirent, en dehors de la société officielle, à l'abri de la politique, ce mouvement d'organisation autonome, qui entendait vider de ses fonctions utiles un monde en voie d'épuisement.

Aujourd'hui que le Groupe triomphe par le Syndicalisme, on peut mesurer la valeur éducative de cette agitation qui glaça de peur la bourgeoisie de 1906. Ces syndicats enthousiastes exprimaient les besoins d'un temps bouleversé par la machine et où l'individu appelle à son secours les institutions collectives. En agissant pour eux, ils agissaient pour tous. C'est le rôle des pionniers de se lever avant les autres.

Ce qu'apportait le mouvement nouveau, c'est un ensemble de règles d'action qui nient les principes de la démocratie politique. Elles furent formulées, en termes simples et clairs, par la presque unanimité des groupements ouvriers, au congrès syndicaliste d'Amiens de 1906. Elles consomment la ruine des idées individualistes de 89 et ouvrent une ère nouvelle.

La charte d'Amiens reste le guide limpide du Syndicalisme.

L'action directe en est le commencement et la fin.

Négation d'abord de l'action indirecte de l'Etat, du parlement et des partis politiques, source de paresse, de corruption et de servitude. Elimination des intermédiaires, des médiateurs, de tous les protecteurs avec leurs clientèles. Fin des personnes interposées.

Affirmation ensuite de la volonté de puissance, de l'effort individuel et collectif, du goût du risque, de l'esprit de conquête. Exaltation de la personne humaine et du groupe social.

Paroles viriles, paroles guerrières, qui rendaient un son menaçant dans une démocratie d'assistés, de mendiants et de concussionnaires. Paroles orgueilleuses, qui impliquaient de rudes devoirs, une tension forcenée des énergies, d'incessants sacrifices. Paroles de défi, qui effrayèrent aussi le monde officiel. Il suffisait d'une manifestation pacifique, au cours d'un Premier Mai célèbre, pour affoler, comme si la terre avait tremblé, une société peu sûre de son droit.

Société moralement déchue, qui sentait qu'au cœur de ce mouvement conquérant, enivré d'idéalisme révolutionnaire, s'étaient réfugiées les grandes valeurs spirituelles chassées de ses temples, la Bourse et le Parlement. Même ceux qui les condamnent, doivent s'incliner, s'ils ont le souci des grands sommets humains, devant ces foyers brûlants, où s'alimentent tous les sentiments rédempteurs, qui donnent un sens à la vie et sauvent le monde de la déchéance.

Dans un gros volume sur le mouvement social, le professeur Werner Sombart se demandait, avant la guerre, ce qui pouvait bien attirer au Syndicalisme de jeunes esprits cultivés, étrangers au milieu ouvrier. Le sociologue allemand méconnaissait cette haute production de valeurs morales. L'exemple de l'ouvrier le plus simple, qui a tout hasardé de sa pauvre existence pour la défense de son droit, lui aurait révélé quelles âmes passionnées servent d'asile aux plus nobles attitudes : dévouement, renoncement, solidarité dans la détresse.

Ce sont là dépôts, dans la conscience populaire, d'une longue tradition nationale. Les agitateurs syndicalistes se sentaient les héritiers d'un grand passé révolutionnaire qui revivait en eux. Tous les apports secrets, qui donnent au peuple la nostalgie obscure de l'héroïsme, se retrouvaient dans ces âmes de feu: souvenirs de la plus vieille histoire, images épiques de 89, des guerres de la Liberté et de l'Empire, des révolutions à panache, des hauts faits individuels, des audaces de la science et de l'industrie, de la pensée et de l'art. « Nous sommes le pays — disait Griffuelhes, le plus pur animateur de ce mouvement ouvrier — du syndicalisme et de l'aéroplane. »

LE SYNDICALISME CONSTRUCTIF

Pratiquement, cette flamme guerrière se changeait en ardeur constructive. Aux partis socialistes, que reprochaient donc, en dernière analyse, dans leurs âpres querelles, les Syndicalistes ? De faire croire aux masses qu'une société neuve pouvait sortir des institutions anciennes.

Réformistes ou révolutionnaires, les socialistes réduisaient la transformation du monde à la conquête du pouvoir. Ils empruntaient à la démocratie sa machinerie politique pour y installer leurs propres équipes. Toute leur action se concentrait dans les comités électoraux et les luttes parlementaires.

A cette conception d'une révolution sociale faite par des hommes politiques, les syndicalistes opposaient la nécessité d'une préparation technique. Ni les discours ni les lois ne donneront au monde du travail la capacité d'instituer une économie collective. Les organes de la production et de l'échange, que le capitalisme a portés si haut, ne sauraient tomber entre des mains débiles. C'est un problème de compétence.

Antagonisme, non seulement de deux thèses, mais de deux mondes: le social et l'électoral. L'idée de la grève générale, comme moyen révolutionnaire, avait surtout pour effet pédagogique de ruiner dans les masses la croyance superstitieuse dans la conquête de l'Etat. C'est par un grand effort collectif de classe, sous leur initiative et leur responsabilité, que les producteurs devaient prendre en mains les moyens de production et d'échange.

... Le Syndicalisme — dit l'article 2 de la motion du congrès d'Amiens — « considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupe de production et de répartition, base de la réorganisation sociale. » Que les formations de fond de l'économie collective soient les organismes producteurs eux-mêmes, l'idée en est à ce point naturelle que son affirmation consacrait simplement des réalisations antérieures.

Sous l'influence de la pratique, et peut-être aussi d'idées proudhoniennes conservées dans les milieux ouvriers, la notion d'un syndicalisme constructif s'était imposée, dans les dernières années du XIX[e] siècle, aux Bourses du Travail. Les besoins de la vie locale et régionale avaient enrichi de fonctions nouvelles ces organes intersyndicaux qui constituaient de véritables communes ouvrières. Bureaux de placement, secours de passage, caisses de chômage, de maladie, d'accidents, de grève, cours d'enseignements technique, bibliothèques, commissions d'études, de statistique, musées économiques, etc..., tous ces services, qui ont trait à la vie du travail, avaient progressivement rempli les cadres des institutions fédérales.

Même embryonnaires, ces créations syndicales, produit d'un esprit révolutionnaire concret, parlaient, si l'on peut dire, un langage précis aux consciences ouvrières. La négation verbale de l'Etat, du parlement et des partis politiques est stérile sans contre-partie positive.

LE SYNDICALISME, MORALE DES PRODUCTEURS

Le Syndicalisme ne connaît que le producteur. Dans l'homme qui travaille, il ne voit que le travailleur. Il ignore le fidèle de la société religieuse et le citoyen de la société politique. Nul acte de foi, à l'entrée du syndicat: les opinions sont libres. Défendre le travail importe seul.

Cette neutralité à l'égard des croyances est une grande

libération de l'esprit, dans une société qui l'opprime. Il est vain de parler de la primauté des forces spirituelles tant que les servitudes économiques les enchaînent. Si la qualité de producteur domine tous les autres aspects de la personne humaine, ce n'est pas seulement parce que le travail peut mettre en œuvre ses qualités maîtresses, son goût de création et de conquête; c'est parce que, tant qu'il est asservi, l'homme tout entier est esclave.

Ici encore, ici avant tout, par les règles qu'il formule, le Syndicalisme signifie délivrance. Il anticipe sur un ordre nouveau, où les forces morales ne connaîtront plus d'entraves. Il apparaît sous sa double forme de valeur économique et de valeur spirituelle. L'incarnation s'accomplit. C'est quand le verbe se fait chair que l'esprit vient au secours de l'esprit.

Par là se précise ce qu'on a appelé la morale des producteurs. Sentiment de la dignité personnelle de l'homme qui travaille, d'autant plus fort qu'il est souillé par le capitalisme; certitude orgueilleuse que le monde croulerait sans le soutien du travail; voix secrètes de l'esprit guerrier qui appelle aux batailles du droit; c'est cela sans doute qu'il y a dans ces mots.

Il y a de plus toute une philosophie de l'effort qui contredit la philosophie de la jouissance. Les grands moments de l'homme sont quand il produit et non quand il consomme, quand il crée et non quand il détruit. Réveiller en lui l'émotion de ces fortes attitudes est toute l'œuvre du Syndicalisme. La démocratie s'est épuisée parce qu'elle n'a connu que le consommateur.

Nouveau renversement des valeurs démocratiques avec la théorie aristocratique des « minorités conscientes ». Seule importe à la marche du monde l'élite que sélectionne la lutte. Ce sont les exaltés, les croyants, les aventuriers de l'esprit ou du sort qui entraînent les masses. Le nombre est quantité, pesanteur et statisme. L'égalité des choses inégales est un mensonge. Il n'y a de dynamisme que des minorités.

L'élite combattante n'a sans doute de force impulsive que si elle exprime la masse. Intuition obscure ou vision claire, elle découvre la route où se dirige d'instinct la foule qui la suit. Elle interprète les sentiments, précise les désirs, formule les droits. Médium plutôt qu'esprit, conscience plus qu'intelligence. Don prestigieux de l'élan vital.

Nous sommes loin des pratiques électorales et parlementaires. On comprend les rigueurs de la démocratie affolée pour ces irréductibles et ces indomptés qui menaient de tels combats. Mais l'air était salubre qu'on respirait autour d'eux. La violence du vent emportait les nuages. Ils jouaient le franc jeu et l'imposaient aux autres.

Peu de théories et nul dogmatisme. Une grande ligne générale et un sens supérieur de l'action. Les vieux docteurs tremblants du socialisme n'y comprirent jamais rien. Ces audaces viriles dérangeaient l'ordonnance des anciennes formules. C'était la mort des dogmes. Mais c'était le triomphe des actes. Plus de séparation byzantine entre la théorie et la pratique. Une fusion totale de la pensée et de l'action, des fins révolutionnaires et des réalisations positives, de l'esprit du présent et de l'âme du futur. « Au commencement, dit le Faust de Gœthe, était l'Action. »

UN ORGANE ET UN PRINCIPE

Jaillissantes ou dormantes, les sources du Syndicalisme apportent les deux éléments constitutifs de toute institution: un organe et un principe.

L'organe, c'est le groupement spontané des producteurs, acquérant par la lutte la connaissance des forces économiques et l'aptitude à la gestion d'un ordre fondé sur l'équilibre de la production et de la consommation. Le principe, c'est la libération du travail par le travail, dans un élan constructif et une tension éperdue de la volonté.

Ces sources seront toujours fraîches à ceux qui ont entendu la vieille parole: *Le Salut est en vous.*

La résistance chinoise Sous ce titre, l'« Information » du 28 février, publie quelques témoignages intéressants sur la valeur des armées chinoises :

La surprise éprouvée par les Japonais, en rencontrant de la part des Chinois cette résistance inattendue, semble partagée en ce moment par une fraction considérable de l'opinion européenne. Elle s'explique d'ailleurs beaucoup mieux chez les Européens que chez les Nippons. Cependant, même chez nous, on aurait pu tenir compte d'un certain nombre de faits, que nous rappellerons brièvement. Lorsqu'en 1929 les deux divisions soviétiques commandées par le général Blücher pénétrèrent en Mandchourie pour demander raison des sanglants attentats de Kharbine, on s'étonna du soin avec lequel les Russes évitaient le contact avec les troupes de Tchang-so-Lian. Moscou s'empressa alors d'expliquer que si l'on avait arrêté les opérations, c'était par crainte de compromettre les heureux effets de la propagande bolchevique dans la vallée du Yang-Tsé. En réalité, le général Blücher avait reculé devant le danger d'exaspérer, par une campagne de répression, un sentiment patriotique, nationaliste et xénophobe dont il avait reconnu la force latente.

Deux ans plus tard, l'aviateur italien, capitaine Riva, qui résidait alors en Chine, faisait connaître à Rome l'étonnement qu'il avait éprouvé en voyant les prouesses accomplies par des officiers chinois sur des appareils très imparfaits. « Pour peu que les Chinois réussissent à mettre sur pied une école d'aviation, — déclarait l'observateur italien, — pour peu qu'ils parviennent à créer un « esprit aviateur national » et à disposer d'un corps d'officiers pilotes capables d'opérer sur cette terre immense et surpeuplée, nous verrons bientôt les ennemis de la Chine dans un sérieux embarras. »

Tout récemment, quelques diplomates européens, qui avaient assisté au débarquement et à l'embarquement de troupes sudistes, provenant du front du Fleuve Jaune et renvoyées vers Tien-tsin et la Grande Muraille, admiraient la rapidité et la précision d'une manœuvre dont les troupes occidentales les mieux entraînées ne se tirent jamais sans quelques à-coups. C'est que, sans qu'on y ait prêté grande attention, les soldats chinois, enrôlés tour à tour sous le drapeau de tel ou tel partisan, mais constamment sous les armes, sont arrivés à un remarquable degré d'entraînement. Ceux qui comptent sept, dix et même douze ans de service, — et de service en campagne — sont assez nombreux pour instruire et encadrer fortement les nouveaux venus.

La nouvelle ordonnance stalinienne sur les salaires des fonctionnaires Voici l'analyse de la nouvelle ordonnance stalinienne dont il est question aux « Notes Economiques », telle que la donnent les « Informations Sociales » du 8 février 1932 :

Le commissariat du travail a décidé d'apporter, à partir du 1er février 1932, certaines modifications au mode actuel de rétribution des fonctionnaires et employés de l'Etat.

Le système des traitements fixes déterminés par le statut des fonctionnaires reste maintenu dans les administrations et institutions, mais ne sera pas étendu aux employés de bureau des entreprises industrielles de l'Etat, dont les traitements continueront à être établis par la voie de contrats collectifs.

Chaque poste comportera dorénavant plusieurs catégories de traitements avec des écarts d'au moins 10 pour cent, en vue de stimuler le zèle des travailleurs. L'administration décide de sa propre autorité de la catégorie de traitement d'après laquelle doit être rétribué le fonctionnaire (employé). En aucun cas des travailleurs de qualification différente ne pourront recevoir le même traitement, même s'ils accomplissent un travail semblable.

La rétribution à la tâche sera appliquée à tous les employés dont le rendement quantitatif et qualitatif peut facilement être contrôlé et évalué, comme par exemple les copistes, les sténo-dactylographes, les calculateurs, les nettoyeurs, etc. Ils recevront le 100 pour cent de leur traitement s'ils accomplissent la tâche prescrite. Le traitement sera réduit ou augmenté selon qu'ils n'auront pas accompli leur tâche ou, au contraire, auront accompli davantage que leur dû. Un travail mal exécuté par la faute du travailleur ne sera pas rémunéré. Il en sera de même des suspensions de travail imputables aux salariés. Une interruption qui n'est pas survenue par la faute du travailleur sera rémunérée dans la proportion de 50 pour cent du traitement statutaire.

Lorsque, pour des raisons techniques, la rétribution à la tâche ne peut se faire, il sera institué un système de primes. A cet effet, les traitements fixes des travailleurs de cette catégorie seront réduits de 10-15 pour cent par rapport à leur montant actuel, la bonne exécution du travail donnant droit à des primes en sus du traitement fixe. Lorsque le travailleur exécute son travail systématiquement d'une manière peu satisfaisante, l'administration peut réduire son traitement fixe dans les limites prévue par le statut des fonctionnaires et employés de l'Etat.

La « lutte finale » Dans « I. T. F. », organe de la Fédération Internationale des Transports, un leader sur la crise économique actuelle se termine ainsi :

Tout cela confirme le fait, reconnu aussi à présent, sous l'influence de la crise, par des économistes et industriels bourgeois, qu'une anarchie criminelle règne dans l'économie. Admettre toutefois que le capitalisme périra uniquement par la voie économique, par suite de ses contrastes internes, serait une conception historique erronée, parce que par trop automatique. Seuls le développement et l'application énergique de la puissance irrésistible de la classe ouvrière pourront en déterminer la ruine.

Nous posons la demande : tire-t-on tout le profit voulu des conditions psychologiques qui existent dans une mesure suffisante à l'heure qu'il est ? En use-t-on par une propagande révolutionnaire incessante pour la formation d'une forte puissance politique menaçant le capitalisme dans sa vie même ? Poser la question est y répondre. L'une des choses et l'autre se font dans une mesure si insuffisante qu'il semble bien que, les premiers temps à venir, le capitalisme n'ait à craindre, de la part de la classe ouvrière, aucune « lutte finale ».

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Poulet (S.-et-O.), 40 ; Paul George (Vosges), 40 ; B. (Seine), 100 ; Maréchal (S.-et-O.), 100 ; Emile Giraud (Seine), 100 ; Josette et Jean Cornec (Finistère), 100 ; Alexandre (Seine-et-Oise), 100 ; Maupioux (Seine), 50 ; Robert (Loire), 100 ; Richard (Landes), 60 ; Baldacci (Loire), 100 ; Vidal (Puy-de-Dôme), 50 ; Mouillaud (Loire), 30 ; Lacoste (Meurthe-et-Moselle), 100 ; Poulet (Oise), 25 ; Paul George (Vosges), 20 ; Lebeau (Paris), 100 ; Raguier (S.-et-O.), 100 fr.
Total : 1315 francs.

Aux abonnés du "Cri du Peuple"

Ce numéro est envoyé gratuitement aux 5.000 abonnés du « Cri du Peuple ». Il est, en effet, de la plus haute nécessité que la phalange de syndicalistes qui s'était constituée autour de cet hebdomadaire ne se désagrège pas. Il faut qu'elle conserve un organe commun où elle retrouvera l'expression de sa pensée, et une arme pour sa lutte. Il est donc indispensable que les abonnés du « Cri » deviennent des abonnés de la « R. P. ».

Aussi, pour tenir compte de ce que la plupart des abonnés du « Cri » n'ont pas eu leur journal servi jusqu'à l'expiration de leur abonnement, nous avons décidé qu'à tout ancien abonné du « Cri du Peuple » qui nous enverrait son abonnement pour 3 mois, soit 10 fr., nous servirions, pour ce prix, un abonnement de 6 mois, et à celui qui nous enverra son abonnement pour 6 mois, soit 20 fr., nous servirons, pour ce prix, un abonnement d'un an.

C'est donc un abonnement à moitié prix, consenti exclusivement aux anciens abonnés du « Cri », et qui partira du 1er avril.

Profitez donc, camarades syndicalistes, de ce gros avantage ! Envoyez-nous — immédiatement afin de n'avoir aucune interruption dans le service de la revue — un mandat de chèques-postaux, pour lequel vous trouverez des formules dans tous les bureaux de poste. Voici l'adresse de notre compte :

Révolution Prolétarienne, 54, rue du Château d'Eau. Paris. N° 734-99 Paris.

Un mandat de 10 fr. ou de 20 fr., grâce auquel vous serez abonné, soit jusqu'au 1er octobre prochain, soit jusqu'au 1er avril 1933. Et n'oubliez pas d'indiquer votre nom et votre adresse sur le talon du mandat.

Autour de la « R. P. » restée le seul organe de l'indépendance du syndicaliste et de l'unité syndicale, camarades, serrez les rangs !

SOUSCRIPTIONS DE JANVIER

Poulet (S.-et-O.), 10 ; Gauzy (Gard), 10 ; Pétrus Faure (Loire), 5 ; Maleysson (Hte-Loire), 10 ; Dejoint (S.-et-O.), 10 ; Beucher (Eure), 10 ; Mme Baudin (Saône-Loire), 10 ; Farsy (Pas-de-Calais), 10 ; Davoust (Seine), 10 ; Paul Gonda (Belgique), 10 ; R. Lafon (Basses-Pyrénées), 10 ; Mauguen (Mayenne), 10 ; Jean Yven (Finistère), 10 ; Dabe (Paris), 10 ; Joseph Denat (Isère), 30 ; Allot (Finistère), 10 ; Martin (Rhône), 15 fr.
Total : 190 francs.

SOUSCRIPTIONS DE FÉVRIER

Bazille (Seine-Infér.), 5 ; H. Léger (Paris), 5 ; Alexandre (S.-et-O.), 10 ; Quéraux (Vienne), 10 ; Girod (Paris), 10 ; Charroin (Seine), 10 ; Thérèse Verny (Puy-de-Dôme), 10 ; Leblanc (Hte-Vienne), 5 ; Renon (Hte-Vienne), 10 ; Suzanne Robert (Seine), 10 ; Ducret (Doubs), 10 ; Ballereau (Indre), 10 ; Lorillard (Indre), 10 ; Béranger (Seine), 10 ; Lachastre (Seine), 5 ; Duteil (Paris), 10 ; Ronays (Loire), 10 ; Beauvais (Cher), 5 fr.
Total : 155 francs.



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
CRUVÈS ET CIE - CANNES

GRUVES & Cie - CANNES